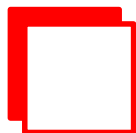


# A CONTRE COURANT

## SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°203 - 1,50 € - Avril 2009



Pour l'Emancipation Sociale!

## Du sommet à la base

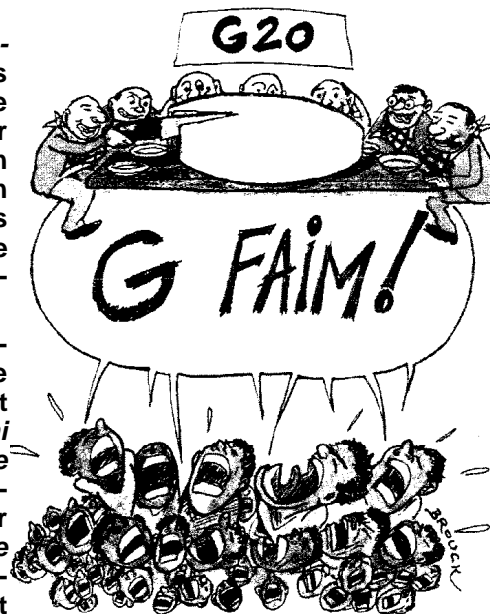
Qui se souvient qu'au début du mois d'avril, le 1<sup>er</sup> très exactement (ça ne s'invente pas !), s'est tenu à Londres un sommet en apparence de la plus haute importance, réunissant les soi-disant responsables des vingt principaux Etats de la planète, censés se concerter pour juguler la crise mondiale du capitalisme ? Comme toutes les manifestations du même genre, il s'est agi une fois de plus pour les gouvernants de faire semblant... de gouverner: ils ont voulu nous faire croire que sous les coups de boutoirs de la déconfiture financière et de la dépression économique, ils tenaient la barre bien en main. Ce qui est apparu, en fait, c'est leur division et leur indécision. Tandis que les uns ont plaidé pour une relance tous azimuts, les autres ont été d'abord préoccupés de purger la sphère financière des «*actifs toxiques*» (comme si ce n'était pas le capitalisme lui-même qui est toxique !) dont elle s'est gavée. D'où des mesures en demie teinte: loin de partir réellement en guerre contre des «*paradis fiscaux*» qui sont les hauts lieux du blanchiment de «*l'argent sale*» (comme s'il en existait du propre !), on se contentera de leur faire les gros yeux en espérant qu'ils se montreront plus discrets ... Et, pour le reste, *business as usual*!

Qui se souvient davantage des «*deux journées d'action interprofessionnelles*» organisées fin janvier et mi-mars par les centrales syndicales pour répondre à l'inquiétude et à la colère d'une part grandissante du salariat face aux menaces pesant sur l'emploi et le pouvoir d'achat, ainsi que face au cynisme d'un patronat et d'un actionariat qui continuent de s'en mettre plein les poches tout en jetant leurs salariés à la rue ? En quoi ces deux journées d'action ont bien atteint leur but aussi, selon une tactique éprouvée: organiser l'inaction en faisant baisser la pression. Et il en ira de même pour la prochaine, celle du 1<sup>er</sup> mai.

En cette occasion, cependant, un esprit amnésique ou simplement distrait ferait bien de se souvenir d'une certaine strophe de *L'Internationale* qu'il aura peut-être l'occasion d'y chanter et qui dit: «*Il n'est point de Sauveur suprême/ Ni Dieu, ni César, ni tribun/ Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes/ Déclarons le salut commun.*» Car ce vieux chant révolutionnaire indique clairement la voie à suivre, aujourd'hui et demain, comme hier. Pour assurer notre salut, il ne faut compter ni sur les «*grands de ce monde*» qui ne sont grands qu'à l'aune de ce monde précisément, pas davantage sur les «*dirigeants syndicaux*» qui sont payés pour nous diriger dans une impasse. Il faut que nous prenions nos propres affaires en main !

Certains signes indiquent que l'idée fait son chemin chez les salariés qui ont renoué avec une bonne et saine tradition: celle de garder en otage les responsables immédiats de leur propre malheur. Il leur suffirait de poursuivre dans cette bonne voie: occuper leurs lieux de travail, décider entre eux de relancer la production, en lien avec les collectifs de travailleurs des entreprises qui leur servent de fournisseurs, de sous-traitants ou de clients. En lien aussi avec les populations dont il s'agit de satisfaire les besoins sociaux et dont il leur faut obtenir le soutien. Tout en exigeant un plan de financement de leurs activités socialement utiles par les pouvoirs publics.

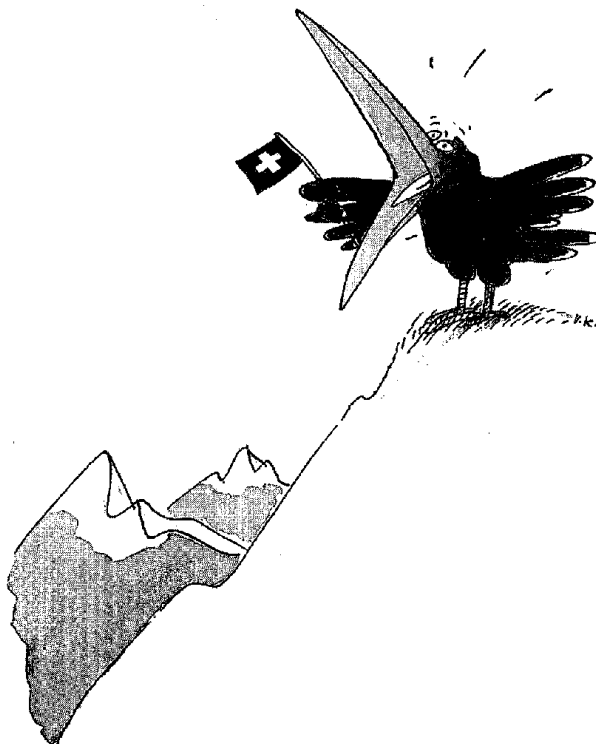
En un mot, lancer la dynamique de la socialisation des moyens de production, de l'autogestion des entreprises et de la planification démocratique de la production. Ça vous a quand même une autre gueule, comme programme, qu'un communiqué final du G20 ou qu'une déclaration commune à la Thibaut-Chêrèque, non ?



# L'optimisme passionné de Jean Ziegler

Plume en main, comme à l'occasion de chacune de ses nombreuses interventions publiques, Jean Ziegler ne s'embarrasse nullement des précautions rhétoriques tacitement prescrites par les convenances diplomatiques. Depuis des lustres, il s'insurge contre «*le cartel des nouveaux seigneurs féodaux*», «*les oligarques du capital globalisé*» qui mènent une «*guerre économique permanente*», étouffant avec une férocité inouïe les «*aspirations élémentaires au bonheur*» de tant d'êtres humains, victimes de leurs criminelles exactions. Comment ne pas adhérer à ces assertions ?

De retour d'une mission, du 3 au 13 juillet 2003, alors qu'il exerçait le mandat de rapporteur spécial à l'ONU pour le droit à l'alimentation, l'ex-député<sup>(1)</sup> stigmatisa «*la catastrophe humanitaire*» dans les territoires palestiniens occupés par Tsahal. Il suscita l'ire des autorités israéliennes au point que celles-ci réclamaient (heureusement en vain !) la censure du document ainsi que la destitution de son auteur... Dans son dernier essai, *La haine de l'Occident*<sup>(2)</sup>, il indique que l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et Israël, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2000, stipule en son article 2 une corrélation entre commerce et respect des droits de l'homme. Mais les deux parties se soucient comme d'une guigne de ce type de clause. Le natif de Thoun dissèque les deux variantes de la «*haine*» qu'éprouveraient les peuples du Sud: l'une, «*pathologique*», aveugle, des groupuscules terroristes comme Al-Qaida ou les djihadistes, lesquels frappent sans discernement en instrumentalisant des causes souvent justes par essence; l'autre, «*structurée*», vécue comme une «*passion irréductible*», une «*force mobilisatrice*». Car la «*mémoire blessée*» par des siècles de domination coloniale et d'esclavagisme se mue en «*revendication de repentance et de réparation*». Les arrogants dirigeants occidentaux restent généralement de marbre devant le rappel des atrocités passées. Leur pratique dément ô combien les valeurs qu'ils proclament en se plastronnant. Ainsi, Nicolas Sarkozy, dans son allocution du 26 juillet 2007 à l'Université Cheikh Anta Diop à Dakar, choqua l'auditoire en stigmatisant l'Afrique, «*un grand continent qui ne réussit pas parce qu'il n'arrive pas à se libérer de ses mythes...*» !... En visite, les 3 et 4 décembre 2007, à Alger, Constantine et Tipaza, le vibron adopta «*la position confortable de l'agnostique*», lorsque Abdelaziz Bouteflika (lui-même nullement un paragon de vertu !) exigea des «*excuses*» pour les massacres de Sétif et Guelma, du 8 au 22 mai 1945. Jean Ziegler réitéra inlassablement le scandale suprême: «*toutes les cinq secondes, dans le monde, un enfant de moins de dix ans meurt de faim ou d'une maladie provoquée par la malnutrition*». Quotidiennement dix-sept mille deux



cent quatre-vingt, six millions trois cent sept mille deux cents par an !... En 2007, trente-six millions de nos semblables ont péri d'un manque de nourriture, solide et liquide. Au regard de la production agricole globale, à même de satisfaire les besoins de douze milliards d'individus (la terre en compte 6,3 milliards), il s'agit sans conteste d'un «*assassinat*», perpétré avec la complicité active du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce. Alors que quatre-vingt-deux milliards de dollars par an<sup>(3)</sup> suffiraient pour concrétiser les huit objectifs du Millénaire, fixés d'ici 2015 lors de la 55<sup>ème</sup> Assemblée générale des Nations Unies, les 6, 7 et 8 septembre 2000 (par exemple éradiquer l'extrême pauvreté ainsi que la famine, promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomie de la femme, combattre les épidémies, garantir la protection de l'environnement...), le 12 octobre dernier, les principaux pays de la «*zone euro*» et la Grande-Bretagne ont décidé d'injecter 1 640 milliards d'euros (la France débloquera 360 milliards) rien que pour garantir les prêts entre les établissements bancaires et permettre leur éventuelle recapitalisation. Nonobstant le réquisitoire accablant qu'il dresse d'une

plume alerte, sous le parrainage spirituel d'Aimé Césaire et de Wole Soyinka, l'indécrottable optimiste demeure confiant quant à la capacité de «*riposte sociale*» des citoyen(-ne)s, ailleurs comme ici. L'exemple de la Bolivie instille au sociologue maints motifs d'espoir. Evo Morales Alma, premier président indien en Amérique du Sud, avait, dès son accession au pouvoir, le 21 janvier 2006, édicté que les champs pétrolifères et gaziers devinssent la propriété de l'État, une condition capitale en vue d'une répartition plus équitable des richesses. Toutefois, la fragilité de la situation ne nous échappe pas...

(1) Il siégea au Parlement bernois, sous la bannière du Parti social-démocrate, du 4 décembre 1967 au 27 novembre 1983, puis du 30 novembre 1987 au 5 décembre 1999.

(2) Éditions Albin Michel, Paris, Octobre 2008, 304 pages, 20 euros.

(3) Selon l'Institut international de la recherche pour la paix à Stockholm, les dépenses militaires mondiales ont atteint en 2007 un niveau record de mille trois cent trente-neuf milliards de dollars (environ huit cent cinquante-sept milliards d'euros). Elles ont crû de 45% durant la dernière décennie. Le budget pour 2008 de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, sise à Vienne (Autriche), s'élevait à 164,168 millions d'euros. Les cinglé(-e)s qui gouvernent notre planète claquent donc **cing mille deux cent vingt-cinq fois plus** pour la guerre que pour la prévention des conflits !... L'an dernier, les vingt-cinq membres de l'OTAN qui entretiennent des troupes et leur artillerie (l'Islande fait exception) ont englouti pour la «*défense*» quelque 895,2 milliards de dollars (574,15 milliards d'euros). Quant aux ventes d'armements, elles avoisineraient les trois cent cinquante milliards de dollars (deux cent vingt-quatre milliards d'euros).

René HAMM

# «Le massacre est imputable à l'ordre cannibale du monde»

Ma dernière rencontre à Strasbourg avec le plus célèbre intellectuel suisse contemporain remonte au vendredi 20 juin 1997 (4). Jean Ziegler était venu présenter à la librairie Kléber La Suisse, l'or et les morts sur la coupable collusion de banquiers et politiciens autochtones avec le régime nazi. Le mardi 9 décembre 2008, il m'a à nouveau accordé une interview, cette fois-ci dans un salon de l'Hôtel de la Cathédrale où il était hébergé. Je vous en livre, sans commentaire, la substantifique moelle. À chacun(-e) d'apporter sa réponse sur des aspects qui eussent indéniablement mérité un approfondissement, que je n'ai pu solliciter, eu égard au planning, particulièrement serré, de mon interlocuteur.

Le 14 février 2009

Je perçois votre ouvrage comme la suite de *L'Empire de la honte* (5), paru il y a trois ans. Vous écriviez alors, «la barbarie cosmocrate progresse à pas de géant. Elle habite l'ordre du monde par la violence permanente». Qu'elle débouche sur un ressentiment de plus en plus aigu à l'encontre des potentats qui la propagent semble donc assez logique, non ?

- Vous avez raison. Il y a d'abord l'analyse de cette nouvelle forme de riposte qui émane de la résurgence mémorielle, les horreurs de l'esclavage et du colonialisme imprègnent les esprits. La vigueur de ce rejet est évidente au regard des millions d'êtres qui meurent de faim; neuf cent vingt-trois millions sont en permanence sous-alimentés et le massacre s'intensifie d'année en année. Aucun but du Millénaire ne sera atteint. Un pour cent de la somme colossale déglagée par les dirigeants européens pour s'occuper de nos banques permettrait de circonscrire la famine à l'échelle du globe. De facto, Monsieur Sarkozy et ses collègues ont dit : «On ne peut rien donner, ni pour l'aide d'urgence, ni pour favoriser un développement aut centré». Le masque néo-libéral a éclaté dans la crise que nous connaissons depuis «l'affaire des subprimes». Pour la première fois, les vrais acteurs, qui s'étaient si longtemps dissimulés derrière «la main invisible du marché», apparaissent en pleine lumière. L'opinion publique réalise maintenant qui sont les maîtres de la dictature du capital financier mondialisé, mus exclusivement par l'obsession du gain, l'arrogance, le cynisme. En Europe, un processus d'autocritique peut déboucher sur un nouveau contrat social planétaire et la fin de la domination par les prédateurs.

En tant que marxiste, vous réjouissez-vous que le capitalisme soit mis à nu et qu'un nombre croissant d'humains capte enfin que ce système meurtrier mène le monde à sa perte ?

- Question difficile, mais justifiée. Il ne faut pas minimiser la détresse en Occident. Par conséquent, je n'éprouve pas de joie. Aux États-Unis, depuis le mois d'août, dix mille familles sont expulsées quotidiennement manu militari de leur logement, dès huit heures du matin. Des milliers de fonds de pension ont fondu comme neige au soleil. En France, comme dans d'autres pays de notre continent, le chômage augmente, les prestations sociales diminueront, la flexibilité et

la précarité du travail vont progresser d'une façon foudroyante. Nous nous trouvons au seuil d'une crise économique particulièrement grave. Et les plus modestes vont trinquer encore davantage. Mais un pas énorme a été effectivement accompli à travers la prise directe sur la réalité par la conscience collective.

Vous plaidez en faveur de la nation, porteuse de valeurs universelles. Je demeure circonspect, sinon méfiant, surtout si je me réfère à la doxa décrétée par les dirigeants successifs de la Vème République, fixant comme préceptes intangibles le respect sans faille du drapeau, de la si sanglante «Marseillaise», de l'armée prétendument garante de la «grandeur» du pays. Comment dépasser une acception ultraréactionnaire du concept ?

- En revenant aux sources de la Révolution française, à l'idée de nation solidaire qu'avaient développée Gracchus Babeuf, Saint-Just et Robespierre (6), la cellule de ce qui devrait advenir partout. Dans ce sens-là, elle est l'horizon de l'Histoire. Les valeurs fondatrices de tolérance ont été perverties en un protectionnisme impérialiste. Quand Evo Morales crée l'État à travers la Constituante, c'est contre le fanatisme tribaliste, la frénésie communautaire et l'indianisme identitaire, des forces réactionnaires de repli.

Quel bilan tirez-vous de votre mandat de rapporteur à l'ONU pour le droit à l'alimentation que vous avez exercé de septembre 2000 à mars 2008 ? Alors que vous avez dressé des constats irréfutables, n'avez-vous pas conçu une immense frustration face à l'impossibilité de concrétiser même la plus minimaliste de vos recommandations, comme l'octroi du statut de réfugié de la faim ?

- Sur le plan de la modification de la réalité, c'est un échec. Par exemple, lorsque je suis intervenu en faveur d'une réforme agraire au Guatemala, alors que 90000 enfants y meurent de faim chaque année, que 5% des propriétaires, y compris les multinationales, détiennent 85% des terres arables, l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil de l'Europe ne m'ont pas suivi. En même temps, on ne considère plus la malnutrition comme une fatalité. Le malthusianisme qui stipulait «oui, c'est horrible, mais cela permet de lutter contre la surpopulation» était une idéologie que la bourgeoisie dominante acceptait il y a encore une génération. Aujourd'hui tout le monde comprend que

le massacre est imputable à l'ordre cannibale du monde. Mon successeur (7) se heurte aux mêmes ennemis, qui sont coriaces et déterminés.

Le 26 mars 2008, vous avez été nommé à un poste d'expert au sein du comité consultatif (8) du Conseil des Droits de l'Homme à Genève. Vous aviez bénéficié du soutien exceptionnel du Département fédéral des Affaires étrangères, qui avait même édité une brochure de huit pages pour appuyer votre candidature. Cette reconnaissance de vos compétences en haut lieu doit vous satisfaire, non ? D'un autre côté, estimez-vous que votre image de trublion, de «souilleur du nid», s'est estompée au fil des ans ?

- Je suis très content que madame Micheline Calmy-Rey (9) ait proposé ma candidature, ratifiée par quarante voix sur quarante-sept, pour ce poste. Ceci n'entre en rien ma critique radicale contre l'oligarchie bancaire suisse, une des pires. La haine qu'elle me porte est intacte. La Suisse reste le second pays le plus riche de la planète et possède la troisième monnaie. Mon livre, qui reflète mon espoir, est une arme pour ce mouvement, cette fraternité de la nuit qui grandit.

Pour conclure, une note un peu fun. J'ai lu sur le site web de la Radio suisse romande que pour se maintenir dans une bonne forme physique, le chaleureux septuagénaire pratique régulièrement, outre la marche, le vélo et le ski, le... trampoline. Sans doute le secret de sa capacité à rebondir, qu'importent les revers, les reculs, les déceptions!...

(4) ACC d'août 1997.

(5) Éditions Fayard, Paris, Août 2005, 330 pages, 20 euros.

(6) Le premier pays sur l'échafaud, le 8 prairial de l'An V (27 mai 1797), d'avoir fomenté la «Conjuration des Égaux» et prôné la dissolution du Directoire. Les deux autres ne méritent pas leur place au Panthéon des défenseurs des libertés.

(7) Le juriste belge Olivier de Schutter, depuis le 1<sup>er</sup> mai 2008.

(8) Dix-huit personnes composent cette instance de réflexion et d'expertise.

(9) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, la socialiste valaisanne est en charge des Affaires étrangères dans le gouvernement de sept membres. En 2007, elle avait présidé la Confédération.

# La lutte des Guadeloupéens : un exemple

En manifestant le 29 janvier, puis le 19 mars, dans des défilés «rituels», bien rangés et «sans débordements», nous étions «unitaires» ! Nous savions déjà que le prochain rendez-vous serait le 1<sup>er</sup> mai ! N'abusons pas des «bonnes choses». Maintenons l'unité syndicale ! A quel prix ? Pour gagner quoi ? Pour certains d'entre nous (que j'espère le plus nombreux possible) nous rêvions ... de devenir Guadeloupéens ... de forger l'unité qu'ils ont su tisser par la base pour construire des revendications précises, d'être solidaires dans l'action comme ils ont su le faire et l'amplifier, au-delà des «appareils» syndicaux, avec le peuple des exploités, des précaires ... pour aboutir à la victoire qu'ils ont emportée ! Ils ont mené la plus longue grève générale en France depuis 20 ans, ce serait incroyable de ne pas en parler ! et pourtant, certains y ont vu – et pas seulement Sarkozy et ses sbires- une lutte «identitaire» avant tout. Ils en auraient presque oublié la lutte des classes exploitées qui se déroulait sous leurs yeux ! Ils en auraient presque oublié que ce sont les salariés, les chômeurs, les précaires qui étaient dans la rue, refusant l'exploitation honteuse exercée par les patrons Békés, riches héritiers de l'esclavagisme et de la colonisation.

## Le long mûrissement du mouvement LKP

Le passé colonial des Antilles françaises et la mémoire de l'esclavage, privés d'expression publique, resurgissent régulièrement à partir du milieu du 20<sup>ème</sup> siècle, plus précisément après 1946, date où les Antilles françaises accèdent au statut de département français. Cette «assimilation» politique se réalise sans émancipation sociale et économique, ce qui fait dire à Aimé Césaire (pourtant partisan de ce statut) en 1971 «*La départementalisation pour nous devait être l'égalité des droits Elle ne le fut pas. Le nouveau système est devenu encore plus colonialiste que l'ancien. Peu à peu, il a secrété ses privilégiés: ceux qui vivent de lui, les fonctionnaires, les grosses sociétés, le «lobby» antillais qui pèse sur le pouvoir*».

C'est en 1635 que les premiers colons français s'installent en Guadeloupe et en Martinique et, pour y cultiver la canne à sucre, les planteurs ont recours à l'achat d'esclaves venus d'Afrique noire. L'exclusivité des relations com-

merciales avec la métropole permettra aux marins et aux ports français de se constituer de copieuses pactoles. Ce système installera les colonies dans une dépendance vis-à-vis de la métropole dont elles ne sont jamais vraiment sorties. Il faut attendre la 2<sup>ème</sup> République (1848) pour qu'il soit mis fin définitivement à l'esclavage, mais, par peur des troubles d'insurrection, le régime économique dépendant de la métropole, notamment par la monoculture sucrière, sera maintenu. Il s'agit de garder la main mise sur les richesses et il ne peut être question d'auto suffisance. La dépen-



dance des anciennes colonies est donc totale et pèse lourdement sur la vie des habitants. 60 ans après la départementalisation, l'on constate des prix plus élevés que dans l'Hexagone, un revenu par habitant très inférieur à la moyenne nationale, des enfants surdiplômés au chômage et des métropolitains qui occupent des postes de cadres. Le système spécifique des taxes sur les importations contribue à renchérir le coût des produits par le biais de l'octroi de mer, institué pour, soi-disant, protéger les entreprises locales en surtaxant tout ce qui vient d'ailleurs; il bénéficie de la complaisance administrative et rend la vie des Antillais pauvres insupportable.

**Aux Antilles, la richesse tient en peu de mains**, une caste de privilégiés, quelques grosses entreprises propriétés de quelques familles «békés». Les colons ont eu la canne, puis la grande distribution et le pétrole. Vion détient l'hôtellerie, Hayot et Despointes, la grande distribution, Hersant, la presse quotidienne et la SARA – Sté anonyme de Raffinerie des Antilles (dans laquelle Total est majoritaire), le pétrole. Cette dernière bénéficie d'une administration complaisante qui ne contrôle pas les prix qu'elle devrait fixer. Pour Patrick Chamoiseau (romancier martiniquais) «*cette tutelle coloniale nous maintient dans l'irresponsabilité et la dépendance*» et pour Christiane Taubira (députée divers gauche de la Guyane) la situation en Guadeloupe «*frôle l'apartheid social*» Elle met

en cause «*une caste qui détient le pouvoir économique et en abuse*». Elie Domota (le représentant de LKP) affirme que «*la Guadeloupe a été construite sur des rapports de classe et de race qui perdurent depuis 400 ans. Aujourd'hui, dans la pyramide, le pouvoir correspond à une couleur ... Au sommet on retrouve les Blancs et les Européens, au bas de l'échelle se situent les Nègres et les Indiens, c'est un constat. On nous parle de paix sociale ! La paix sociale ne peut exister dans un pays quand la majorité de ses enfants est exclue du travail, est exclue du savoir, est exclue des responsabilités.*» «*L'économie de la Guadeloupe est organisée autour de l'import-distribution aux mains de 4 familles «békés» (descendants des colons blancs antillais), parents entre eux, et tous descendants d'esclavagistes. La famille Hayot (GBH) qui construit et exploite les hypermarchés sous l'enseigne Carrefour est la 8<sup>ème</sup> fortune de France. Ces familles possèdent tout et pratiquent ouvertement une discrimination à l'embauche. Chaque année, environ 1 000 hectares de terres agricoles disparaissent au profit de hangars ou d'entrepôts pour ces grands groupes*»<sup>1</sup>.

**Les disparités sont criantes dans les quatre DOM** (Guadeloupe – Martinique – Guyane française – Réunion) par rapport à la métropole.

- taux de chômage « officiel » en Guadeloupe 22,7, en Martinique 21,2, en Guyane 20,6, à la Réunion 24,2 – en métropole « 8,1 ».

- En Guadeloupe 99,99 % des chômeurs sont des Guadeloupéens d'origine africaine et indienne. Ce pays de 1 600 km<sup>2</sup> avec 460 000 habitants compte 60 000 chômeurs, 100 000 sous le seuil de pauvreté, 120 000 bénéficiaires de la CMUC (couverture maladie universelle complémentaire).

- En Martinique, en 2006, 48% des jeunes de moins de 30 ans étaient au chômage; 65 % des jeunes sans diplôme se retrouvaient sans emploi. Une situation explosive ! Près de 20% des ménages gagnent moins du SMIC. 70% du parc HLM est occupé par des personnes disposant de moins de 700 € par mois.

La hausse des prix depuis quelques années a mis le feu aux poudres. Cette hausse porte essentiellement sur les produits alimentaires, un des postes de dépenses les plus élevées des ménages avec le logement. «*Entre janvier 2002 et août 2008, l'essence avait augmenté de 37%, la bouteille de gaz domestique de 47%, les pâtes de 39% alors que les salaires n'ont progressé que de 1,3% en 2007. Le coût du transport des marchan-*

disent et du fret ainsi que l'octroi de mer ne suffisent pas à expliquer cette envolée des prix. La fixation de ceux-ci relève davantage de pratiques opaques que de critères transparents. Les malversations de la SARA en constituent un des indices. Les békés qui ont le monopole de l'import-export jouent un rôle central dans ce système mafieux de formation des prix... Cette «communauté» a la haute main sur toute la chaîne des filières économiques importantes en besoin de produits importés... Le nouvel esclavage est donc un esclavage de consommation; la négraille, devenue clientèle captive, engraisse les exploités d'aujourd'hui qui sont les mêmes que ceux d'hier, avec quelques nouveaux venus à la fête<sup>2</sup>. La canne à sucre et la banane sont des produits d'exportation, la canne à sucre n'est pas raffinée sur l'île mais en métropole d'où elle est ensuite réexpédiée et revendue aux Guadeloupéens.

**Le prix exorbitant des carburants** suscite le mouvement populaire qui se répand dans les DOM; le 8 décembre 2008, en Guyane, des barrages routiers exigent la baisse des prix du carburant. Le 19 janvier 2009, le mouvement débute par la grève des gérants de station services en Guadeloupe et se transforme dès le 20 janvier en grève générale; en Martinique, le Collectif du 5 février engage le mouvement de même nature.

Les mouvements tel le LKP en Guadeloupe ou le Collectif du 5 février en Martinique affirment, au-delà des revendications relatives au pouvoir d'achat, la **dignité d'un peuple qui veut reprendre son destin en main**. «L'ampleur des mobilisations populaires révèle l'état de décomposition avancée du système départemental dans nos pays. Les Martiniquais, Guadeloupéens et les Guyanais aspirent désormais à autre chose... Même si cette autre chose reste encore à imaginer et à conquérir».

En Guadeloupe, le LKP, **Lyannaj Kont Pwofitasyon** (Union contre le sur-profit) rassemble 48 organisations syndicales, mouvements culturels et politiques, autour d'une plateforme commune de 146 revendications dénonçant la vie chère et la surexploitation dont les grands groupes de distribution et d'importation sont les bénéficiaires exclusifs. **Elie Domota**, son porte parole, est le secrétaire général du **syndicat UGTG** – Union générale des travailleurs en Guadeloupe. Créée en 1973, après la répression sanglante (7 morts – 87 victimes) du 26 mai 1967 lors d'une grève dans le bâtiment, l'UGTG s'est implantée dans le milieu des ouvriers agricoles; radicale dans ses revendications, ferme dans ses actions de grève, elle a gagné sa popularité dans les luttes gagnantes qu'elle a engagées, pour devenir le syndicat majoritaire lors des élections prud'homales

en 2008 avec 52% des votes. La force du mouvement tient dans le fait que l'UGTG a propagé ses idées bien au-delà de la sphère syndicale, pour la défense de la langue créole, de la musique locale et du théâtre, de l'écologie, de l'économie locale durable, de l'artisanat... «C'est un **mouvement populaire influencé par le syndicalisme qui a fait exploser ses propres frontières revendicatives pour agréger toutes les forces progressistes et identitaires**»<sup>3</sup>. Plutôt que de s'enfermer dans un statut d'hégémonie syndicale, l'UGTG a réussi à créer un front syndical unitaire, notamment avec la CGTG (non affiliée à la CGT mais coopérant avec la Centrale de Montreuil) et la CTU (une scission de la CFDT). Un long travail depuis 15 ans de mobilisation culturelle, sociale et identitaire permet aujourd'hui une **large unité populaire** s'adossant à la lutte contre la vie chère, pour la baisse des prix du carburant, pour l'augmentation immédiate de 200 € pour les bas salaires, mais qui va bien au-delà et s'exprime par une chanson reprise dans toutes les manifestations et **affirmant un peuple qui se veut «Doubout»**

**La Guadeloupe sé tannou/ la Guadeloupe a patayo/ Yo péké fé sa yo vlé/ Adan péyiannou**

*La Guadeloupe est à nous/ La Guadeloupe n'est pas à vous/*

*Vous ne pourrez plus faire ce que vous voulez/ Dans ce pays qui est le nôtre.*

## JÉGO AUX ANTILOIS :



### Ils l'ont emporté

Le LKP a gagné une bataille essentielle, même si ses militants restent vigilants sur la mise en œuvre des avancées sociales revendiquées, consignées dans des accords et notamment, le protocole d'accord général du 4 mars, l'accord interprofessionnel sur les salaires ou Accord Jacques Bino – du nom du syndicaliste CGTG mort par balle, lors des manifestations. Ils ont obtenu :

- 200 € net d'augmentation des salaires jusqu'à 1,4 fois le SMIC (+ 6% jusqu'à 1,6 fois le SMIC et + 3% au-delà)
- l'augmentation des retraites et des minima sociaux
- la baisse de 20 % des prix des produits de première nécessité
- la baisse des tarifs des carburants, de l'eau, du gaz, de l'électricité, de la téléphonie et du transport
- le gel des loyers HLM
- des mesures pour l'environnement
- des droits culturels pour les peuples antillais ...

Ce qui a payé, c'est le maintien et l'amplification à toute la population du mouvement jusqu'à satisfaction sur les revendications principales, c'est une véritable unité sur les revendications et non une unité de façade, comme nous la connaissons en métropole et qui ne trompe plus personne – et surtout pas le Gouvernement et le patronat – lorsque nous défilons pour la défense du pouvoir d'achat

«J'ai vu un peuple s'ébrouer... Comment alors ne pas comprendre que nous n'étions pas en face d'une «crise-pouvoir d'achat-vie chère» mais que nous allions vers ces tressaillements obscurs qui peuvent ouvrir à mutation ou à métamorphose» Patrick Chamoiseau

La résistance des Guadeloupéens, des Martiniquais inaugure un nouveau cycle de luttes et de politisation dans l'ensemble des colonies appelées Dom Tom. Elle fait écho au renouveau des résistances de l'immigration et des quartiers populaires, marqué notamment par les puissantes révoltes dans les banlieues, les mobilisations de sans papiers, la lutte pour la mémoire historique de la déportation des Africains en Amérique, et plus récemment, l'immense mobilisation de solidarité avec Gaza. La grève en Guadeloupe n'est pas seulement une protestation contre les inégalités et la vie chère, elle est aussi une protestation contre la permanence des inégalités raciales, produites par la colonisation, une lutte pour la dignité des peuples.

**Odile Mangeot**

Et pour celles et ceux qui voudraient en savoir plus : <http://lkp.e3b.org>

Notes:

(1) " La Guadeloupe reste une colonie asservie à la métropole ". Elie Domota sur <http://www.michelcolon.info>.

(2) " Matinik se ta nou " - paru sur <http://www.michelcollon.info>.

(3) article de Tiennot Grumbach et Savine Bernard paru dans le Monde du 13 février 2009.

# Le prisme du productivisme, générateur de nos contradictions et limiteur d'enjeux

Peut-on légitimement ne pas se retrouver complètement dans les mots d'ordre des centrales syndicales, lors des mobilisations du 29 janvier et du 19 mars ? Prenons le risque de répondre à ce questionnement par l'affirmative et tentons d'affronter la vindicte de notre respectable lecteur, stupéfait par tant de mauvaise foi ou d'ignorance.

Peu en reste en ce qui concerne la provocation, nous nous permettrons de poser la question en ces termes: **«Du travail et de l'argent, certes, mais pour quoi faire ?»** A cet instant précis, nous sentons poindre l'agacement chez certains d'entre vous, chez d'autres c'est la consternation ou l'incrédulité qui s'imposent. Nous allons pourtant poursuivre en nous risquant à poser une réflexion dans le cercle des débats, afin de nous faire mieux comprendre (ou peut être conspuer). **«Tant que nous ne sortirons pas de certains mots d'ordre strictement incantatoires et relatifs à la préservation (ou la croissance) de notre pouvoir d'achat, nous serons les meilleurs accompagnateurs possibles du capitalisme»**. Précisons par avance quelques points. Certains d'entre nous revendiquent un accroissement de leurs revenus, juste pour pouvoir régler plus aisément des factures d'eau, d'électricité, leur loyer ou l'échéance mensuelle visant à rembourser le crédit immobilier contracté pour l'achat de leur logement et bien entendu se nourrir. Pour d'autres, spoliés de leurs droits, précarisés et privés d'emploi, revendiquer l'obtention du « passeport pour la reconnaissance sociale » que constitue l'octroi d'un travail rémunéré, n'est que légitime. Il n'est pas dans notre projet de jeter l'opprobre sur tel ou tel, mais de contextualiser les choses.

## PIB, croissance et manipulations...

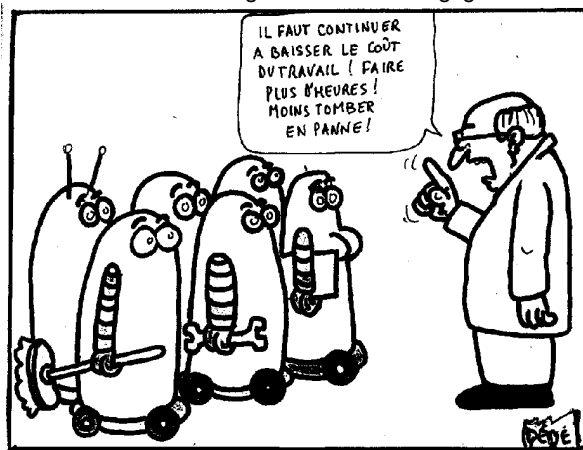
Les luttes de nos dignes ancêtres portaient déjà sur ces points relatifs à l'accroissement de leurs revenus, afin de convertir *«leurs conditions de survie»* en *«conditions d'existence dignes»*. (Au passage, je noterai qu'outre la reconnaissance pécuniaire de leur activité au sein des entités économiques, l'acquisition de droits supplémentaires et l'obtention d'amélioration des conditions d'exercice du travail faisaient partie du contexte propre à la contestation salariale. Ces dix dernières années, l'ensemble du modèle législatif encadrant le travail a été maltraité par les législatures et gouvernements successifs, sans que cela ait débouché sur des conflits majeurs. De nos jours, serions nous plus attachés à notre capacité d'acquisition de biens matériels qu'à la défense de notre intégrité physique ou mentale pendant notre période de labeur ?). Fort de cette expérience et afin de tempérer nos ardeurs, le capital a pris

soin d'introduire de nouvelles règles du jeu, la précarisation constituant un de ces pondérateurs majeurs à la détermination populaire. Plus finement encore, afin de sécuriser son statut, le capitalisme se devait de fidéliser «les vendeurs de force de travail» que nous sommes et pour cela rien de tel que «le besoin» et surtout importait-il de lui donner un caractère «inassouissable». Dans cette tâche complexe, la notion de «croissance» et la mise en place d'indicateurs propres à donner à cette valeur une «position centrale» voire indépassable, allait se révéler être d'une impérieuse nécessité. Ainsi fut fait et ce schéma fonctionnel allait se montrer d'une redoutable efficacité. Certains, disqualifiés et laissés partiellement (mais astucieusement) visibles des rescapés, ces derniers ne pouvaient qu'aspirer à participer à la grande course en avant et chercher à se rassurer dans l'arène consumériste, tout en modérant leurs velléités contestataires. Travailler la semaine et fréquenter les centres commerciaux le samedi (voire le dimanche) allaient devenir les signes patents d'une certaine conformité sociale et les déterminants d'appartenance à «la tribu» des économiquement et socialement actifs et solvables.

Afin de persévérer dans cette voie, outre l'adhésion des masses, il convenait de baliser le chemin par des sémaphores fiables et lisibles de tous. La croissance du PIB fit parfaitement l'affaire. L'augmentation de la productivité, preuve de la bonne marche de l'économie et de l'adéquation du résultat du travail des «saliés» et des objectifs «de progression» fixés par leurs employeurs, ne pouvait que permettre de contrôler la situation. Ces indicateurs ont tellement été digérés par l'opinion publique, que le moindre fléchissement des courbes provoque une inquiétude chronique, même chez les plus modestes d'entre nous. Ces résultats, colportés par médias interposés et ainsi vulgarisés s'avèrent être de pertinents outils de manipulation de la multitude, au prétexte de l'informer de ce qui concerne la «bonne conduite» des opérations économiques. Naturellement, une bonne partie d'entre nous s'est solidarisée à l'idéologie productiviste, au motif légitime d'assurer sa propre subsistance et celle des siens.

## «Le développement durable», nouvel oxymore du capitalisme

Cependant, la croissance de nos besoins individuels conjuguée à celle de la population mondiale, l'aspiration des peuples qualifiés «d'émergents» à accéder à des standards de vie similaires aux nôtres ne vont pas sans poser quelques problèmes qui touchent notre milieu naturel de vie. Qui aujourd'hui peut nier les dégâts environnementaux liés à l'activité humaine ? L'abrasion de la biodiversité, la dégradation des écosystèmes primaires, la fonte des glaces polaires, la déforestation liée au développement de la monoculture et l'épuisement de ressources naturelles ne sont plus des phénomènes discutables. Le débat porte essentiellement sur les conséquences que ces dégradations auront sur l'humanité ou sur la méthodologie à utiliser pour réduire ou annuler leurs effets. Pourtant, une évidence nous crève les yeux. Amener la globalité de la population terrestre aux standards de vie occidentaux nous imposera de disposer des capacités de trois à dix planètes, suivant que l'on standardise le modèle américain ou français. Bref, personne ne le nie, le portage de nos modes de vie actuels est tout simplement mathématiquement et physiquement invisable. De surcroît, ceux qui comptent sur la propension des grands décideurs de ce monde à donner les impulsions nécessaires à la réorientation des stratégies d'organisation globale de l'économie en seront pour leurs frais. Pour reprendre l'exemple de la fonte des glaces de l'Arctique, cette perspective laisse envisager l'accès à de nouveaux champs pétrolifères et/ou gaziers. Certaines sociétés de prospect sont déjà sur le coup et une agitation non négligeable se

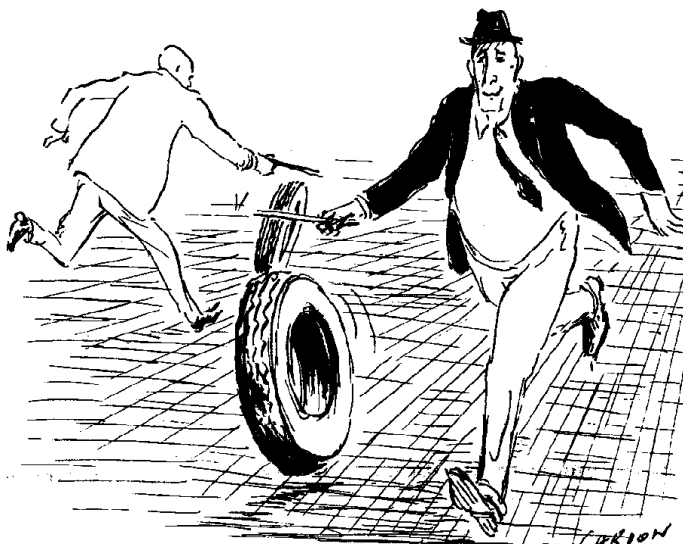




fait jour autour du cercle polaire. Il est certain que ces nouvelles ressources mises à jour, nous aurons tôt fait de jeter nos belles résolutions aux orties et la limitation drastique à l'ordre du jour en ce qui concerne l'appétit de nos automobiles, deviendra un vague souvenir. Nos dirigeants, bien trop alléchés par ces nouvelles perspectives de voir les indicateurs économiques reprendre des couleurs auront tôt fait d'enterrer les discours responsables et alarmistes d'antan. Quant aux perturbations environnementales liées à la mise à l'atmosphère de végétations ou sédiments autrefois recouverts de glace et libérant des tonnes de gaz à effets de serre ou la modification des courants marins, conséquences de la dilution des eaux salines, ces phénomènes cruciaux sont certes connus des spécialistes et provoquent leur inquiétude, mais ne sont pas portés à la connaissance du public de manière pédagogique.

En ce qui concerne les élites, elle sont préoccupées par ce sujet, mais pas pour les mêmes raisons que le scientifique. Leur tâche première a été d'élaborer des concepts qui permettront de laisser penser à l'opinion que le capitalisme aura les capacités nécessaires pour affronter et minimiser l'impact de nos activités antérieures sur l'environnement et qu'il pourra continuer à régenter les affaires de ce monde en mutation. Il lui faut démontrer que le modèle dominant saura «une fois de plus» trouver la solution.

### AUTOMOBILE : DES SIGNES DE REPRISE



C'est ainsi que les oxymores se sont mis à foisonner. Quotidiennement, que n'entend-on parler de «développement durable», cet anachronisme méritant à lui seul quelques commentaires. La crise actuelle nous démontre principalement une chose. Les puissances économiques réunies au sein du G20, au titre des «mesures drastiques» dont elles se gargarisent et destinées à «moraliser le capitalisme», ne font rien en ce qui concerne la «définanciarisation» de l'économie. Elles renflouent, blanchissent des actifs pourris et laissent fonctionner la machine économique suivant les mêmes modalités

que celles qui avaient cours auparavant. Les actionnaires courent toujours, les investisseurs sont mis dans le coton et choyés, au plus quelques banquiers plus maladroits que les autres ont-ils fait les frais de la chasse aux boucs émissaires. Donc, on ne peut envisager le «peinturlurage en vert» de la nouvelle économie mondiale que comme un cache misère. Les acteurs et les usages régissant la conduite des opérations n'ayant pas changé, on voit mal comment les coutumes en vigueur 'avant' ne le seraient plus 'après'. Recherche de plus values juteuses, concentrations financières, fusions-acquisitions, bref tout ce que ne supporte pas l'éthique environnementale. L'incompatibilité de l'écologie et du capitalisme est très simple à comprendre sur un point et c'est suffisant pour disqualifier cette énième tentative de mariage de la carpe et du lapin. La réduction maximale (et non l'annulation) des nuisances liées à notre activité sur notre milieu de vie passe par une diversification maximale et sous entend que nous réussissions à sortir de tout concept de concentration. Ainsi, ce qui s'est passé pour le pétrole et l'ampleur de sa prégnance sur notre société ne doit pas se reproduire. En effet, en admettant que nos voitures soient toutes électriques dans vingt-cinq ans, nous serions confrontés très rapidement à des phénomènes d'épuisement des gisements de lithium. Il en irait de même pour le cadmium ou le nickel, dans le cas où

cette technologie serait panachée à celle des batteries lithium, aujourd'hui reconnues comme les plus performantes. Donc, c'est la diversification et la fragmentation maximale des sources d'énergie qui limitera les dégâts. Le capitalisme étant plutôt très à l'aise dans le cadre de situations monopolistiques et d'abus d'hégémonie, le disqualifier paraît la décision la plus sage. En fait, une certitude doit nous assaillir: pour ne parler que de l'automobile, penser que la migration technologique pure et simple, sans réduction numéraire du parc, suffira à nous sortir d'affaire est une erreur. C'est la réduction de l'importance du phénomène automobile qui prime. Et ceci n'est envisageable que dans le cadre d'une dynamique globale de remise en cause du schéma de fonctionnement de la société. Il ne s'agit en rien de continuer à travailler par substitution d'une technologie à une autre, mais de substituer des modalités fonctionnelles de la société à d'autres.

### Urgence Environnementale et Socialisme: pour sortir des discours schizophrènes

On le voit donc, ce qui nous attend n'est pas une mince affaire. L'obstacle le plus important est un changement radical de nos modes de pensée productivistes. En effet, changer nos concepts économiques passe par la remise à l'ordre du jour de nos motivations profondes en ce qui concerne nos luttes et nos aspirations de vie. Sommes nous uniquement là pour prétendre à une portion plus importante de soupe, même si elle est par trop réchauffée et finalement devenue immangeable ? La qualité de ce que nous vivons est-elle directement liée à notre capacité d'acquisition et ne sommes-nous pas le plus souvent soumis et conditionnés et ce, même dans nos espérances d'amélioration de notre condition, par les contraintes induites par notre statut de salarié et de «vendeurs de force de travail» ?

Évidemment, revendiquer plus de pouvoir d'achat est une urgence pour pas mal d'entre nous, notre situation financière étant devenue intenable. Mais en rester là pourrait s'avérer insuffisant, du fait même d'une précarisation encore plus grave que celle d'ordre économique à laquelle nous condamnons directement le capitalisme. Il s'agit de ce que je nommerai la «**précarité écologique**». Certains de nos frères sont déjà contraints à la migration, du fait même de la dégradation irréversible de leurs lieux de vie. D'après Norman Meyers, professeur à l'université d'Oxford, en 2010, 50 Millions de personnes seront concernées et 200 Millions en 2050. Il ne s'agit donc pas d'une préoccupation de bobo, mais d'une réalité révélée par de nombreuses publications scientifiques. Il serait illusoire de compter sur nos élites politiques classiques pour mener une réflexion pertinente dans ce domaine, empêtrées qu'elles sont dans des contradictions dignes de la schizophrénie la plus marquée. En effet, la crise pointe le bout de son nez. Qu'à cela ne tienne, on lancera des grands travaux tels que la construction de routes ! Des routes, mais pour quoi faire ? «Mais pour faire rouler toujours plus de camions et nous donner du travail», alors qu'il y a quelques mois, les mêmes nous disaient qu'il fallait transporter les marchandises autrement.

Le capital a réussi un tour de force majeur qui consiste à nous faire croire qu'un monde dégraissé de croissance et de productivisme est un phantasme. C'est pourtant la croissance infinie au sein d'un monde fini qui relève de la plus pure folie et de l'utopie. Quoi que nous en pensions, les circonstances actuelles constituent un tournant et une chance historique. Soit nous continuons à déléguer nos exigences, en les calquant sur des usages, des coutumes relatives à un quelconque «idéologiquement, conceptuellement et économiquement admissible» et de

facto, nous octroyons aux systèmes hégémoniques, qu'ils soient patronaux, étatiques ou syndicaux, les capacités de formater les contours de nos aspirations d'amélioration de notre condition, à savoir plus de fric, plus de miettes, finalement le meilleur alibi qui soit pour le capital. Nous lui permettons ainsi de maintenir la continuité du modèle qui nous oppresse.

Soit nous nous inscrivons dans le dépassement de ces « infâmes croquis » et imaginons la définition et la création de micro-entités économiques, gérées de façon démocratique et populaire, qui répondent à la satisfaction de besoins collectifs et individuels, clairement identifiés et surtout adaptés aux contraintes locales et environnementales. C'est ce que certains appellent la re-localisation de l'économie. A nous d'assurer et administrer les interactions entre ces modules et donner une cohérence fonctionnelle à l'ensemble, grâce à l'action d'instances élues, contrôlées démocratiquement et révocables. N'est ce pas une autre ambition que cette délégation aveugle à laquelle nous semblons condamnés ? Quant à l'administration des domaines stratégiques tels que l'énergie, les communications, la santé, ils ne doivent relever que d'une entité décisionnelle affranchie de contraintes économiques, non inféodée à des critères de résultat strictement financiers et comptable. Elles (ils ?) se doivent comptables de résultats vis-à-vis du peuple et de lui seul. Mais surtout, le plus grand travail devra porter sur l'information populaire quant aux périls environnementaux qui nous menacent et nous touchent déjà. Pour exemple, concernant la politique énergétique, le « mythe du tout nucléaire » devra faire l'objet des commentaires les plus éclairés quant aux risques et surtout en ce qui concerne l'état réel du parc, la politique de traitement des déchets. Il doit en aller de même sur l'ensemble des technologies qui s'offrent à nous et qui font l'objet de toutes les convoitises de la part de « goinfres verdâtres » de tous poils. Il conviendra de sortir des logiques de catalogues et exposer clairement les avantages et inconvénients de chaque technique. A cette seule condition, nous pourrions prétendre avoir tenté de sortir du productivisme, car nous aurons cherché à nous affranchir du plus facile, du plus pratique et du plus rentable financièrement. Le progrès technique ne vaut que s'il ne nuit ni à l'homme, ni à son environnement.

Bref, l'avenir sera « socialiste » si l'on veut qu'il ait un minimum de chance d'être écologique et synonyme de préservation de notre environnement. N'en déplaise aux libéraux et capitalistes de tous poils, la planification « démocratique », sans être l'engance d'une cogitation bureaucratique centralisée, constitue le meilleur rempart contre les dérives suicidaires du capital et du libéralisme. Il n'est pas question pour nous d'affirmer que nous connaissons l'intégralité des composantes de la solution, mais il importe que nous soyons persuadés que la résolution de cette équation complexe qui nous est posée ne passe plus par la délégation à des entités tiers qui nous ont trahis par leurs attitudes oppressives ou accompagnatrices de la débâcle sociale qui nous accable aujourd'hui. Soyons confiants dans nos capacités à balayer ces reliques, sans craindre de nous tromper. Ils sont incapables de faire mieux et nous l'ont prouvé en trop d'occasions. L'avenir est nôtre, même si leurs porte-voix hurlent le contraire !

**Hervé COUPERNOT**

## Tandis que le Figaro pille honteusement **Alternative Libertaire**...

Dans un communiqué du 31 mars dernier, Alternative Libertaire a fait savoir qu'« un journaliste du Figaro, en mal de sensations à l'approche du sommet de l'Otan, a pillé littéralement Alternative libertaire. Copier-coller sans rien comprendre est un procédé de collégien peu studieux... Le journalisme policier est pris la main dans le sac ! » AL ironise : « Bouh que c'est vilain, Christophe Corvein, de pomper ses infos sur <http://www.alternative-libertaire.org> sans le dire à ses chefs. On prend le risque de dire n'importe quoi pour épater la galerie, et c'est pas joli-joli, même si c'est à la demande du ministère de l'Intérieur ! » AL poursuit :

« Dans son article « Strasbourg en état de siège pour le sommet de l'Otan », dans Le Figaro du 30 mars 2009, Christophe Corvein estime que « les manifestants français et allemands pourraient voir leurs divisions décuplées par l'arrivée de militants » venus du monde entier. Et de citer quatre organisations communistes libertaires italiennes (la FdCA), canadienne (l'UCL), états-unienne (la Nefac) et sud-africaine (la ZACF), dont il a visiblement découvert (et illico copié-collé) les noms sur l'appel communiste libertaire international publié par Alternative libertaire (AL) il y a quelques semaines, et qui déclare effectivement que l'Otan est un « instrument du capitalisme pour renforcer l'exploitation des travailleuses, des travailleurs et des peuples » (...)

« Ayant décidé de sources peu diversifiées, Le Figaro cite encore dans le même texte, mais sans le dire, l'article « Strasbourg outragée, Strasbourg brisée, Strasbourg martyrisée, mais... » publié dans Alternative libertaire en mars, puis un passage d'un tract d'AL Alsace accusant l'Otan de « préparer les futures guerres pour le contrôle des ressources de la planète ».

Camarades du Figaro, c'est trop d'honneur ! » (...)

### ...ACC publie fièrement ses éditos :

Depuis de nombreuses années, en effet, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues. Nous publions ci-dessous l'édito d'« *Alternative Libertaire* » n°183 (Avril 2009). « *Alternative Libertaire* » coûte 2 euros au numéro et est disponible par abonnement et en kiosque. Son format permet de le cacher aisément à l'intérieur d'un exemplaire du Figaro. Abonnement (à AL, pas au Figaro) : 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à « *Alternative libertaire* » BP 295 75921 PARIS cedex 19.

## Insubordination, le retour

Dans la nuit du 12 au 13 mars, les travailleurs et travailleuses de l'usine Sony de Pontonx-sur-l'Adour (Landes), ont fermement invité leur PDG, séquestré dans l'usine occupée, à passer la nuit avec eux. À l'usine Continental de Clairoix (Oise), le directeur, venu le 12 mars pour « se justifier » de la fermeture du site, s'est vu copieusement bombardé d'œufs. Un drapeau reçu en pleine tête l'a définitivement convaincu de fuir « ses » salarié-e-s sans qu'il ait eu droit à la parole.

Ces deux exemples témoignent d'une colère ouvrière qui transgresse allègrement les codes de la contestation balisée, respectueuse des « partenaires sociaux » que seraient les patrons. Car ces travailleurs et ces travailleuses, qui sous la menace du chômage comme à Clairoix, avaient précédemment accepté de « travailler plus » pour « sauver l'usine ». Ils sont aujourd'hui floués, humiliés. La colère est trop grande. On ne peut pas saigner deux fois un agneau sans qu'il rugisse comme un lion.

La morgue et le cynisme patronal ont aujourd'hui un coût : celui du retour de l'insubordination ouvrière. Occupations, séquestrations, « violences » sont certes, encore timides et limitées. Elles ne peuvent par ailleurs se suffirent en elles-mêmes.

Mais elles sont le marqueur d'un sursaut combatif qu'il faut accompagner.

Et l'exemple des Antilles victorieuses, tout comme le constat, le 19 mars, d'une énergie disponible pour en découdre dans le public comme dans le privé, peuvent donner des idées à certains et fournir les ingrédients d'un cocktail social explosif.

Un nouveau cycle de luttes peut désormais s'ouvrir.

Les communistes libertaires y prendront toute leur place.

**Alternative libertaire, le 24 mars 2009**



# Ils prennent soin de l'école...

**Ci-dessous deux infos non diffusées dans les médias politiquement correct : elles laissent voir trop nettement ce que sont les projets de nos gouvernants pour l'école, et les procédés utilisés.**

## Enfin la gratuité !

Il n'y a pas d'argent pour les Rased, pour l'accompagnement éducatif, pour la surveillance des études, pour investir dans les équipements d'alerte et de sécurité dans nos écoles et universités... Mais, il y en a pour payer la formation des expatriés. Lorsque l'on sait que P'tit Louis (le fils de Sarkozy) est scolarisé depuis septembre à Dubaï..... l'article s'éclaire d'un jour nouveau.

Pendant que le gouvernement ratiboise les effectifs des profs, Sarkozy veut imposer une réforme géniale. Il a décidé d'offrir aux expatriés la gratuité des écoles et lycées français de l'étranger. Un cadeau sympa, non ? Sauf qu'il va surtout profiter aux plus aisés, et que l'addition, pour l'Etat, s'annonce carabinée. Ces écoles, très cotées étaient jusqu'à présent payantes. Certains lycées sont des établissements publics, d'autres, privés sous contrat. En tout 160 000 élèves y sont scolarisés, dont 80 000 français. Sous la tutelle du Quai d'Orsay, chaque établissement fixe assez librement ses tarifs et ça atteint des sommets: 5 500 euros l'année à Tokyo, 6 500 à Londres, 15 000 à New York et 17 000 euros -le record- à San Francisco. Au diable l'avare! Pour les expatriés modestes, un système de bourses plutôt généreux est déjà en place. A New York, par exemple, il faut gagner moins de 65 000 euros par an -pas vraiment le smic- pour décrocher 4 500 euros d'aide. Environ un quart des élèves français bénéficient d'une bourse. Mais pour Sarko, ce n'était pas assez. Depuis l'an dernier et à la demande express de l'Elysée, l'Etat prend en charge l'intégralité des frais de scolarité des élèves français de terminale... quels que soient les revenus des parents. Plus besoin de bourse ! A la rentrée de septembre, ce sera le tour des premières, puis des secondes l'an prochain, et ainsi de suite. " J'aurais pu commencer la gratuité par la maternelle, a expliqué Sarko, le 20 juin dernier, devant la communauté française d'Athènes. Mais j'ai voulu commencer par l'année la plus chère pour que vous puissiez constater la générosité des pouvoirs publics français." Encore merci ! Mais générosité pour qui ? A Londres, l'une des familles concernées par ce généreux cadeau déclare plus de 2 millions d'euros de revenus annuels. Et deux autres gagnent plus d'un million. Jusqu'alors, une partie du financement était assurée par des grandes entreprises françaises désireuses d'attirer leurs cadres vers l'étranger. Ces boîtes, comme Darty ou Auchan, rentrent déjà leur chéquier : pourquoi payer les frais de leurs expat' si l'Etat régale ? Un coût qui fait boum Au Quai d'Orsay, l'Agence française de l'enseignement à l'étranger a simulé le coût de cette plaisanterie mais s'est bien gardé d'en publier le résultat. Lequel est tout de même tombé dans les palmes du "Canard". D'ici dix ans, appliquée du lycée jusqu'au CP (sans parler de la maternelle), la gratuité coûterait à l'Etat la bagatelle de 713 millions d'euros par an ! Intenable ! La vraie priorité, c'est l'ouverture de nouveaux établissements, pas la gratuité. Mais pourquoi Nicolas Sarkozy s'est lancé la dedans ? Peut-être parce qu'il se sent personnellement concerné par la question : après avoir été annoncé à New York puis à Londres, petit Louis est finalement inscrit au lycée français de Doha... Et il va falloir payer ! Auditionné par le Sénat à la fin juin, Bernard Kouchner n'a pas nié ces menus "inconvenients". Son cabinet songe d'ailleurs à couper la poire en deux : une gratuité partielle... mais toujours sans conditions de revenus. Sauf que, pour le moment, Sarko n'en veut pas. "Je tiens beaucoup à la gratuité", s'entête-t-il à chaque déclaration à l'étranger. Sans prendre le temps de préciser comment sera financée cette très généreuse gratuité.

## Le niveau va monter !

**Un syndicat des inspecteurs s'insurge contre la manipulation des statistiques des évaluations CM2 et contre les pressions hiérarchiques.**

Des témoignages nous parviennent de toute la France faisant état de pressions directes ou indirectes des IA-DSDEN sur les IEN CCPD pour gonfler les statistiques des remontées des évaluations CM2. La plupart des instructions données l'ont été oralement, mais certaines instructions écrites nous sont parvenues et confirment les alertes qui nous ont été lancées.

Ces instructions consistent à demander aux IEN CCPD de transformer les fichiers des résultats renseignés par les directeurs d'école, notamment ceux qui ont intégré un code 2 validant des compétences partielles, ou bien à transformer les codes A en 0 ou en 1 pour faire remonter les scores. Le SNPI-fsu appelle les inspecteurs à ne pas compromettre leur indispensable légitimité professionnelle au sein de leur circonscription, ainsi que la valeur de leur expertise institutionnelle nationale dans des opérations de manipulation des informations qu'ils ont à valider et à transmettre.

Ce genre de pratique déroge à l'évidence à la déontologie la plus élémentaire. Elle met à mal la neutralité du service public et la confiance des citoyens envers la fonction publique. Dans certains cas, les instructions délivrées par les IA-DSDEN s'apparentent à une demande de production de faux en écriture publique dénoncée par le Code de procédure publique et le Code pénal. Dans d'autres cas, les instructions sont accompagnées de menaces sur la carrière, voire sur la réussite au prochain oral d'un concours national de recrutement. Là encore, ce genre de pratique est dénoncée par la morale et les lois et il est susceptible de poursuites judiciaires.

Dans la plupart des cas qui nous ont été communiqués, la même légitimation de l'opération revient, comme l'expression d'une manipulation grossière : «l'académie (ou le département, selon les cas) est classée dernière dans la remontée des résultats des évaluations; il faut absolument atteindre le niveau national, sinon les sanctions vont tomber (sous-entendu pour le recteur, l'IA-DSDEN, voire les IEN CCPD)». Stupéfiante course à l'échalote ! Cette information doit être croisée avec les témoignages de plus en plus nombreux qui nous parviennent sur la gestion autoritaire et ouvertement menaçante par le ministère et l'administration centrale à l'encontre des recteurs et des IA-DSDEN. Le limogeage spectaculaire de l'IA-DSDEN du Rhône a été à cet égard l'élément de trop dans cette gestion archaïque, irrespectueuse et contraire aux valeurs de notre république et de la démocratie. Désormais, tous les IA-DSDEN craignent de se voir renvoyés à tout moment.

Une rumeur, plus ou moins fondée, nous est très récemment parvenue faisant état d'une «prochaine charrette» (sic). Dès lors, on ne peut s'étonner que certains IA-DSDEN perdent leur sang-froid et se livrent à des pratiques inadmissibles. Tout cela est le fruit d'une politique éducative inspirée par le culte absurde du résultat avec des chiffres manipulés, par l'autoritarisme et la personnalisation dans la gestion de la fonction publique, une politique qui vise à l'atomisation du service public national dont les relais territoriaux sont mis en concurrence sur le modèle des entreprises privées à but lucratif.

Le SNPI-fsu soutiendra avec force tous les IEN CCPD qui défendront la dignité de leur fonction et celle du service public en refusant de se conformer à des instructions manifestement illégales et de nature à compromettre gravement un intérêt public. De même, conformément à ses statuts, il soutiendra tous les IA-DSDEN qui se verraient menacés ou sanctionnés pour avoir défendu avec courage et lucidité les valeurs du service public.

**Communiqué du Syndicat des personnels d'inspection-FSU**

# Eléments d'histoire de la Gauche en France (3)

## Le «laïcisme» de la Gauche

Certains mythes entretenus ont la vie dure, surtout lorsqu'ils sont recyclés selon le contexte dans lequel ils sont réanimés. Ainsi dans les précédents articles, j'ai évoqué le républicanisme, cache sexe inusable du légalisme institutionnel, et ce, malgré les transformations constitutionnelles, les évolutions et régressions législatives et réglementaires. Car, pour la Gauche institutionnelle, il s'agit toujours quelles que soient les possibilités réelles ou imaginées, de se couler dans le moule de l'appareil d'Etat de la classe dominante, pour le faire fonctionner à son profit, malgré les coups d'Etat permanents<sup>1</sup>, malgré la nature des exigences dictatoriales des forces réactionnaires<sup>2</sup>. Autres mythes présentés comme des valeurs incontournables valant certificat de progressisme, la laïcité et l'école républicaine, ainsi que les vertus supposées inhérentes à la «Grande France», patrie des Droits de l'Homme civilisé. Au regard des motivations qui les ont portées et qui les soutiennent toujours, ces spécificités nationales, face aux faits qui les contredisent, sont plus que douteuses. Surtout et d'autant plus lorsque les acteurs qui s'en revendiquent se proclament hommes de progrès, de Gauche. En fait, le personnel politique est toujours à l'image du rapport de forces de classes qui le détermine, et ce, malgré la liberté de pensée dont il se réclame.

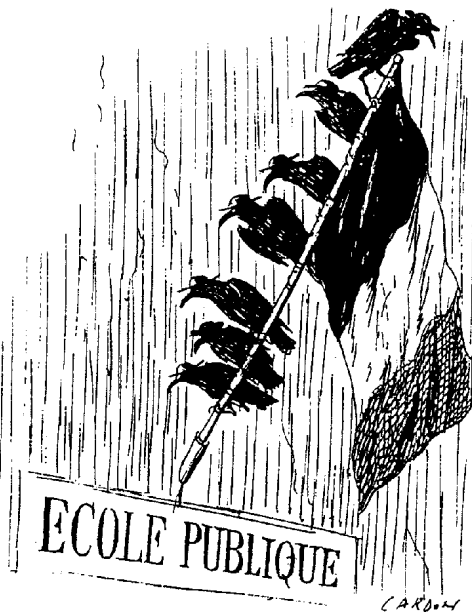
C'est en effet, pour notre propos, dans la nature et l'évolution du conflit qui oppose la bourgeoisie républicaine aux représentants de l'ancienne société aristocratique qu'il faut chercher les ressorts de l'âpreté du combat laïque en France. Dès que la suprématie des premiers fut assurée, la laïcité sera relativisée ou plus précisément reniée ou réactivée pour faire diversion aux contradictions sociales.

### Le laïcisme comme moyen d'assurer l'hégémonie de la bourgeoisie

Comme évoqué<sup>3</sup>, la bourgeoisie française, pour assurer sa domination a dû combattre le poids du monarchisme, des propriétaires fonciers et de l'Eglise présente, non seulement dans l'appareil d'Etat mais surtout dans tous les interstices de la société française. C'est ce qui explique, en partie, la virulence des révolutionnaires de 1789 qui, proclamant la liberté de conscience, s'opposent frontalement à la croyance religieuse et à ses institutions catholiques. Ils se radicaliseront jusqu'à l'instauration éphémère d'une nouvelle religion «laïque» (?), celle

de l'Etre suprême. Sous d'autres formes l'Empereur Bonaparte poursuivra ces tentatives d'assujettissement de l'Eglise à sa propre grandeur sacralisée. La Monarchie restaurée (Louis XVIII, Charles X) démontrera que l'hégémonie de la bourgeoisie est loin d'être assurée tant le poids de l'Eglise catholique reste particulièrement puissant.

Cette lutte, la 3<sup>ème</sup> République va la poursuivre et ce qui va réunir la Gauche des radicaux aux socialistes, l'anticléricalisme, va lui donner les moyens d'une séparation définitive de ce qui est du domaine du temporel que la bourgeoisie ne peut partager, avec ce qui reste du domaine spirituel. La forme idéologique de combat entre des fractions de classes permet de marginaliser, d'ignorer pour la première fois, l'appui du peuple devenu trop dangereux (1831, 1848 et surtout 1871). La bourgeoisie républicaine peut seule mener cette bataille sans l'appoint des forces populaires si ce n'est sous la forme d'un consentement passif. En 1905, la séparation de l'Etat et de l'Eglise sera instituée.



Mais, au-delà de la proclamation juridique de ce principe, il s'agit d'arracher les masses, tout particulièrement paysannes, à l'influence de l'Eglise. L'enjeu en est l'enseignement dispensé. Les écoles laïques républicaines doivent se substituer aux institutions religieuses juste et y compris dans le moindre village le plus reculé. Les lois de Jules Ferry (1881, 1882) n'ont pas d'autres motivations : la scolarité gratuite et obligatoire dans le primaire puis dans le secondaire a pour but de «*réconcilier la supériorité numérique avec la supériorité intellectuelle de la classe dominante et de former (par conséquent) des ci-*

*toyens respectueux des institutions républicaines (réellement existantes) par l'éducation civique et morale*» (contre celle diffusée par le clergé)<sup>4</sup>. Cet objectif n'a rien de commun avec la fameuse «égalité des chances», autre mythe inventé par la Gauche républicaine, pour justifier l'école qui, comme le montre Bourdieu, n'est qu'un appareil qui, pour l'essentiel, reproduit les divisions de classes, tout en permettant à une fraction infime des classes populaires d'accéder à l'élite. Cette proclamation à caractère idéologique détourne du combat de classes en focalisant les énergies sur la «démocratisation» de l'enseignement. Des mesures institutionnelles facilitant l'accès à l'enseignement supérieur, par exemple, ne peuvent se substituer au combat d'idées contre la pensée dominante. Par ailleurs, la lutte pour l'égalité réelle n'est pas, bien évidemment, une question de chances qui augureraient des mesures réglementaires.

Pour en revenir au combat initial mené par les Gauches, force est de constater son caractère d'abord **anticlérical** et son fondement économique, celui permettant aux ruraux pratiquant le patois d'accéder aux rudiments de l'instruction et du français, afin de développer plus efficacement les forces productives industrielles. La conscription jouera un rôle équivalent par le brassage des populations tout en diffusant des visions patriotiques, chauvines et colonialistes. S'agissant de la laïcité, le petit père Combes<sup>5</sup> et ceux qui lui succéderont s'attireront les foudres du Vatican dont les effets ne s'atténueront véritablement qu'à partir de 1926. Cette année là, Pie XI condamne l'Action française, ce néo royalisme maurrassien. Commence à s'ouvrir, dès lors, un espace permettant l'émergence d'une Gauche chrétienne puis ouvrière, et ce, surtout après 1945. Un compromis instable est donc trouvé avec les forces vaincues de la réaction catholique. Elle retrouvera une nouvelle vigueur lors de l'instauration du régime de Vichy.

Entre temps et ensuite, oubliant l'origine de son affrontement, la classe dominante, selon les opportunités, oscillera entre **reniements et diversions**. Les repères historiques qui suivent illustrent cet opportunisme de circonstance. Et pour la Gauche de Gouvernement, ce qui importe lorsqu'elle accède aux commandes de l'Etat, c'est de remplir cette fonction de cohésion du bloc hégémonique en s'assurant les bonnes grâces de l'électorat y compris le plus réactionnaire.

Ainsi, Léon Blum, communiant avec

la France catholique, n'hésite pas, pour l'intronisation du 20<sup>ème</sup> anniversaire du Pape à se rendre à la nonciature. Le 8 juillet 1937, il récidive en recevant le légat du Pape avec tous les honneurs dus à un chef d'Etat, lors de l'inauguration de la Basilique de Lisieux.

Ceux qui s'effraient des simagrées papales de Sarkozy ont oublié cet épisode, encore que le temps où Jack Lang subventionna cette même basilique n'est pas si lointain, ni l'année 1980 où Michel Rocard accueillit Jean Paul II, en ces termes, en Alsace «*Très Saint Père, je vous accueille en cette terre concordataire*». Certes, la loi de 1905 n'y est pas appliquée, la Gauche souffrant cette exception et oubliant son article 2 qui pourtant exclut toute dérogation : «*La République ne reconnaît, ne salarie aucun culte. Tout séjour de personnalités politiques du Vatican est jugé inacceptable si le motif du voyage n'est pas purement diplomatique*». En l'occurrence, essentiellement prosélyte, il n'en possédait aucun.

Dans le contexte actuel marqué par la marginalisation de l'influence du catholicisme, la nécessité pour la Gauche de compromission de conserver l'électorat laïque, présent surtout dans l'enseignement, l'amène à pratiquer des surenchères «laïcades» pour mieux **faire diversion** face aux problèmes sociaux qu'elle se refuse à appréhender.

Ainsi, en 1982, la politique d'austérité à mettre en œuvre, est occultée par la guerre scolaire rallumée avec vigueur. L'opposition entre le public et le privé s'effectue en lieu et place de la «guerre de classes». Et ce, alors même que le Conseil constitutionnel avait posé le principe fondamental de la liberté de l'enseignement dans le cadre du contrat d'association, l'Etat s'assurant ainsi le contrôle du contenu de l'enseignement dispensé et celui de la formation des maîtres. La polémique et l'agitation gouvernementale autour du refus de financer le privé provoque une mobilisation massive. En avril 1982, il se clôt par une manifestation monstre de 2 millions de personnes, l'école «libre» alignant pour sa part le 24 juin, 1 million de protestataires. Ces mises en scène et la comparaison de ces cohortes masquent le tournant de la rigueur mais ne reflètent pas l'évolution de l'opinion qui désapprouve l'instrumentalisation de la laïcité et de la scolarisation. En effet, non seulement 40% des élèves effectuent un passage dans le privé du fait même des carences du service public, mais surtout, dans ce combat pour la liberté aliénée, la Droite en sort symboliquement victorieuse: le texte de la loi Savary est retiré, le ministre démissionne.

Bien après, les vociférations du Premier Ministre Mauroy contre les prétendues grèves islamistes, stigmatisant les OS maghrébines, surgit dans le même esprit de diversion, en juillet 2003, «l'affaire

dite du foulard islamiste». Savamment orchestrée du haut des sommets de l'Etat et par les médias, elle a pour fonction de lancer la militance «laïcarde» dans un pseudo combat progressiste, contre un ennemi imaginaire, le fondamentalisme musulman qui menacerait la République et l'école. La campagne médiatique contre les grands frères machistes et les filles asservies s'intensifie malgré les mises en garde. L'appel de militants laïques et féministes de renom, tels Maître Henri Leclerc de la Ligue des Droits de l'Homme, du philosophe Etienne Balibar, de Pierre Vidal Naquet, n'est pas entendu. Ils s'insurgent contre l'expulsion d'élèves, leur message est on ne peut plus clair : «*C'est en accueillant les jeunes filles voilées à l'école laïque qu'on peut les aider à s'émanciper alors que l'exclusion les voue à l'oppression*». A l'inverse, Fabius, Mauroy, Georges Sarre et bien d'autres politiciens orchestrent une vive campagne islamophobe en prétendant que le port du voile par quelques filles, que ce phénomène marginal donc, porte atteinte à la liberté de conscience, à la République, comme si la France était en passe d'être submergée par des «barbus» prosélytes. En fait, ils jettent l'opprobre contre les révoltes des quartiers populaires, en y cherchant des boucs émissaires et, par là même, en important la guerre des civilisations prônée par Bush. Cette manipulation de l'opinion, cette diffusion de la peur de l'Autre s'articule avec des dispositifs sécuritaires visant les nouvelles classes



dangereuses car le ver de la misère est dans le fruit du capitalisme débridé qui fabrique chômage, précarité et délinquance. Ce radicalisme bourgeois n'est d'ailleurs qu'un anticléricalisme univoque qui s'accommode de mansuétude pour l'Etat juif des sionistes, du port de la kippa et passe sous silence la prolifération des groupes évangélistes. Ce qui gît derrière ces apparentes omissions c'est bien une vision impériale de l'Occident et

de l'Europe blanche et catholique. Les débats autour du prétendu apport civilisationnel du catholicisme qui devait être introduit dans la Constitution européenne en font foi. Et que dire du silence gêné face aux saillies de Benoît XVI contre le recours aux préservatifs en Afrique face à la pandémie du Sida ? Certes, quelques âmes bien pensantes se sont émues en termes pieux contre la réintégration d'un évêque négationniste ...

Un gouffre sépare le laïcisme de notables pro atlantistes et européocentristes de la «**laïcité prolétarienne**» telle que la définissait Marceau Pivert<sup>6</sup> : «*Cette protestation permanente d'une classe (ouvrière) contre toutes les classes qui tendent à la paralyser*» ou celle de ceux qui, dans la lignée de Karl Marx, savent que la religion contre les cléricatures temporelles est, malgré tout, la protestation de «*l'âme d'un monde sans âme*», «*l'esprit dans un monde sans esprit*», cette «*vallée des larmes*» d'où surgissent des Thomas Munzer<sup>7</sup>, les partisans de la libération de l'Irlande, de la théologie de la Libération, de la Gauche anticolonialiste. Le sectarisme «laïcard» n'est pas en mesure d'être la trame de l'unité ouvrière et populaire.

**Gérard Deneux**

(à suivre)

**La partie II – Le « civilisationisme » de la Gauche expansionniste et colonialiste – sera publiée dans le prochain numéro.**

**Pour en savoir plus :**

«*Histoire des Gauches en France*» tomes 1 et 2. JJ Becker et G. Candar. Ed la découverte.

«*La République impériale*» Olivier Le Cour Grandmaison – éd. Fayard.

«*Coloniser. Exterminer. La guerre et l'Etat colonial*» Olivier Le Cour Grandmaison – Fayard.

«*Le livre noir du colonialisme*» direction Marc Ferro – ed Robert Laffont.

«*L'ère des Empires – 1875-1914*» Eric Hobsbawm – éd. Hachette Pluriel.

«*La République du mépris*» Pierre Tévanian – éd. La découverte.

«*Massacres coloniaux – 1944-1950*» Yves Bénot – éd. La Découverte.

**Notes**

(1) Titre du livre de Mitterrand condamnant la 5<sup>ème</sup> République.

(2) L'exemple dramatique de l'écrasement des conseils ouvriers et du spartakisme lors de la Révolution allemande de 1918 est à méditer. Lire à ce sujet " *Allemagne 1918. Une révolution trahie* " de Sébastien Haffner. ed.. Complexe.

(3) Voir précédents articles.

(4) Les parenthèses ajoutées ne font, bien évidemment, pas partie de la citation de Jules Ferry, elles l'explicitent.

(5) Emile Combes. Docteur en théologie, défroqué, se rallie au radicalisme, devient Président du Conseil de 1902 à 1905. Il provoque par la loi de 1905 la rupture avec le Saint Siège.

Nous publions ici la 2<sup>ème</sup> partie d'une «*Histoire des luttes antinucléaires en France*» qui en comporte quatre. Les deux autres parties seront publiées dans nos prochains numéros. Il est possible de commander le texte complet (39 pages avec illustrations) pour 12 euros (port inclus) à l'adresse : Henry Chevallier «La Bertrande» 32400 FUSTEROUAU (Tél 05 62 09 08 25. Courriel : [ende.doman@wanadoo.fr](mailto:ende.doman@wanadoo.fr)). Chèque à l'ordre de Ende DOMAN.

L'auteur, Henry Chevallier, est animateur de Sortir du Nucléaire 32 (collectif membre du «Réseau Sortir du Nucléaire», coordonnateur de l'ouvrage «Nucléaire ? Non merci !» (publié par Utovie/Silence, 1993).

# Histoire des luttes antinucléaires en France

## (2<sup>ème</sup> partie : 1976-1985)

Dans la première partie, nous avons relaté les débuts de l'opposition au nucléaire avec une campagne ciblée contre l'armement atomique. Ce fut le «non à toutes les bombes» du MCAA, mais le «non à la Force de Frappe» des partis et syndicats de gauche. Forte mobilisation de «la base» en 1964 puis enterrement total de la campagne par les dites organisations de gauche. Il n'y aura que quelques pacifistes pour dénoncer, à partir de 1966, les méfaits de la «Bombe coloniale» française en Polynésie. Après 1968 c'est le démarrage des luttes contre l'électronucléaire, contre des réacteurs en chantier (Fessenheim, Bugey) et contre des centrales en projet: Erdeven, Beg An Fry, Pont-sur-Yonne et Port-la-Nouvelle (projets qui seront mis au placard), Braud-et-St-Louis (le Blayais), Gravelines, Paluel, Flamanville, Dampierre, Cruas, Nogent-sur-Seine..., sans oublier l'usine de retraitement de La Hague en fonctionnement.

### Superphenix : Superpholix

Une centrale de type particulier va cristalliser les luttes en 1976 : c'est le surgénérateur de Creys-Malville, baptisé «Superphénix». Un surgénérateur, appelé aussi «réacteur à neutrons rapide» (RNR) a pour combustible de l'uranium naturel et du plutonium. Une «couverture» d'uranium naturel génère, par ailleurs, du plutonium, ce qui fait dire à ses promoteurs qu'un RNR produit plus de plutonium qu'il n'en consomme. Cette filière électronucléaire est la plus dangereuse de toutes. Le réacteur de Tchernobyl,

en explosant, aurait été au moins dix fois plus polluant s'il avait contenu du plutonium, radioélément artificiel le plus toxique et à très longue période ( 25 000 ans pour perdre la moitié de sa radioactivité !). Un RNR est, enfin, un réacteur particulièrement non fiable car son fluide caloporteur, au lieu d'être de l'eau comme pour les réacteurs PWR, est du sodium liquide, élément qui prend feu au contact de l'air et explose au contact de l'eau.

Plusieurs états nucléaires se lancèrent dans cette filière mais avec de graves déboires. En 1966 le RNR américain «Enrico Fermi», près de Detroit, frôle la catastrophe et doit être arrêté définitivement après seulement 30 jours de fonctionnement. En 1974 le RNR soviétique de Chevtchenko subit un incendie (feu de sodium ?). La liste est loin d'être close... La France inaugura cette filière avec les prototypes «Rapsodie» à Cadarache et «Phénix» à Marcoule. «Superphénix» devait être le plus gros RNR du monde : 1200 mégawatts. La société NERSA, consortium franco-italo-germanique, est le financeur de «Superphénix» (la France, EDF, détenant 51 % des parts). Deux hommes politiques sont ses principaux promoteurs : Giscard d'Estaing, le président de la République, et Raymond Barre, premier ministre et maire de Lyon<sup>(1)</sup>.

Dès le projet connu, les CAN et les associations d'environnement de la Région Rhône-Alpes vont se mobiliser, informer et organiser le 10 juillet 1976 un rassemblement sur le site en pré-travaux. Il y aura 20 000 manifestants dont beaucoup d'habitants du pays. Des paysans ont attelé à un tracteur un corbillard sur lequel est écrit : «voici ce qui vous attend» Dans une conférence de presse, le Prof. Philippe Lebreton illustre le danger du sodium en jetant un gramme du métal dans une bassine d'eau: une explosion projette une flamme à dix mètres de hauteur (le RNR devrait renfer-

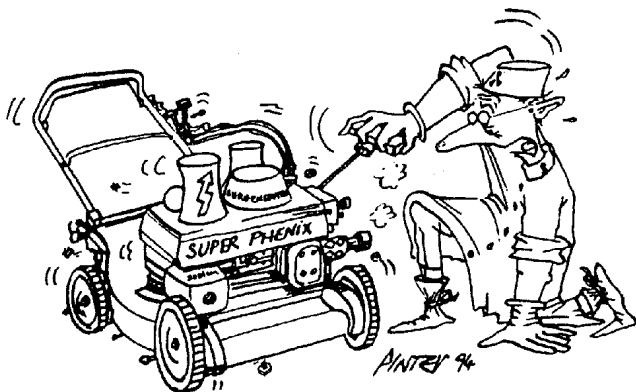
mer 5000 tonnes de sodium...) Des manifestants cisailent la clôture du chantier et pénètrent dans le site. Les CRS interviennent, font évacuer des campings et matraquent des antinucléaires (37 blessés dont 8 hospitalisés). A l'issue de ce rassemblement, qui véritablement marqua des points, un «bulletin information Malville» est réalisé : *Super Pholix* (à partir de son n° 3 il s'intitulera «journal des comités Malville»).

En 1976 sera aussi fondé le GSIEN (*Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire*) qui publiera *La Gazette Nucléaire*, revue indispensable faisant l'analyse technique de l'actualité nucléaire. Ce sont principalement deux couples de physiciens qui animeront le GSIEN et sa revue: Monique et Raymond Séné, Bella et Roger Belbéoch. Monique Séné rejoindra plus tard *les Verts* et le *Réseau Sortir du Nucléaire*. Les Belbéoch animeront le *Comité Stop Nogent*. Anarchiste, Roger Belbéoch ne voudra pas rallier une coordination nationale antinucléaire. Il restera toutefois, avec son épouse, au GSIEN jusqu'en 2005.

### Quand l'électoratisme écolo montre son nez

Avant de poursuivre l'historique des luttes antinucléaires, arrêtons-nous sur un phénomène qui va, en fin de compte, plomber l'écologisme et l'opposition au nucléaire. Il s'agit de l'écologie électorale. Il serait trop long de faire ici l'analyse approfondie du phénomène. Posons seulement quelques questions essentielles. Etait-il utile que des «militants écologistes», ou des personnes s'intitulant ainsi, participent à des élections ? Dans quel but ? Pour uniquement informer leurs concitoyens dans le cas d'élections sans chance d'être élu (législatives, cantonales) ? Pour espérer d'être élu et de pouvoir défendre des actions «écologiques» au sein d'une assemblée (élections municipales, régionales, européennes) ? Pour, mais on ne l'avouera pas, entreprendre une carrière politique ? Mais avec quel programme ? Avec quelle idéologie sous-jacente ?

Répondons rapidement. On peut, d'abord, mener des actions revendicati-



## Mise au point d'un lecteur

Un lecteur, Alain-Claude Galtié, nous a adressé une mise au point.

Alain-Claude Galtié a participé à l'alerte écologiste depuis les années soixante, en contribuant à l'agence de presse réhabilitation écologique (APRE) et à Ecologie dès le début, au bulletin des Amis de la Terre (le courrier de la Baleine), à la Gueule Ouverte aussi. Il a connu le dynamique Comité Antinucléaire de Paris qui était animé par Pierre Cuesta, Pierre Merejkowsky, "les Mellet" (un couple), Patrick et Annie Pamelard...

En 1973/74, il a lancé une réflexion sur le risque totalitaire induit par la maîtrise d'une technique aussi dangereuse et concentrée que l'énergie nucléaire (aux antipodes de la récupération des communaux et de la maîtrise du quotidien qu'il défend). En collaboration avec Pierre Samuel (qui venait du groupe Survivre et Vivre), il a amorcé le développement de cette critique. Cela a donné un document qui a été assez largement diffusé à l'époque. (si vous êtes intéressé, contactez-le : [acgaltie@gmail.com](mailto:acgaltie@gmail.com)) Cet aspect du risque nucléaire, un peu oublié depuis, lui apparaissait encore plus important que les questions de pollution.

Le point qui chiffonne Alain-Claude Galtié dans le texte d'Henry Chevallier est l'attribution du titre de président des Amis de la Terre à Brice Lalonde. "Il ne l'était pas", nous écrit Alain Claude Galtié, qui ajoute : "Cela serait à peu près sans intérêt si cela ne correspondait pas à l'une des premières manipulations d'importance qui ont finit par faire couler le mouvement alternatif de l'époque; le plus radical, et le plus cohérent avec les défis planétaires qui étaient parfaitement identifiés depuis longtemps déjà.

Lalonde était un entriste du PSU, plus exactement un fidèle agent d'un Michel Rocard en quête de tous les coups fourrés imaginables pour conquérir le pouvoir. Lalonde avait déjà quelques heures de vol derrière lui quand il s'est glissé discrètement dans le groupe écologiste le plus remuant, mais le moins bien prévenu contre les magouilles politiciennes. Par exemple, il s'était fait élire président de l'UNEF Sorbonne en 1968 au terme d'une manipulation probablement comparable à celles qu'il allait reproduire dans l'écologisme. Mais, mes compagnons et moi étions très loin de tout cela. Nous fûmes des proies faciles, écrit Alain-Claude Galtié qui évoque le saccage de l'assemblée générale des Amis de la Terre par la claque de Brice Lalonde dans «Trahissons du présent, sabotage de l'avenir» (voir le blog : <http://naufnageplanetaire.blogspot.com>).

ves et avoir, assez souvent, gain de cause sans avoir à entrer dans le jeu électoral. C'est le cas des actions menées par les associations de protection de la nature et de l'environnement et les comités de défense. Ce fut le cas pour la lutte au Larzac; ce fut le cas du combat mené pour la libéralisation de la contraception et de l'IVG. Cela s'appelle faire du lobbying. Cela s'appelle aussi de la démocratie car les actions sont en principe décidées en assemblée, alors que trop souvent un candidat à une élection est un «électron libre» qui peut dire et écrire ce qu'il veut. En effet quel sera la teneur du discours du candidat «écologiste» et quelle sera, dans les faits, la politique qu'il mènera s'il est élu ?

Beaucoup ont confondu «Ecologie politique» et «Electoralisme écologiste». La vraie Ecologie politique, qui n'implique nullement un électoralisme, est une démarche véritablement révolutionnaire car c'est le refus de tous les piliers de notre société hiérarchisée, capitaliste, technocratique et militariste : la pseudo-démocratie républicaine, les technologies inutiles, polluantes et dangereuses, le lobby militaro-industriel...(2) Presque tous nos braves écolos électoralistes partirent en campagne avec un programme réformiste de type social-démocrate qui évacuait ces questions primordiales.

Il y eut, au départ, des énormes malentendus, d'abord entre les écologistes et les antinucléaires. Les premiers ne comprirent pas que l'Ecologisme impliquait logiquement la disparition du nucléaire et de l'armement (qu'il soit nucléaire ou pas). Les seconds ne saisirent pas qu'en refusant le nucléaire ils faisaient de l'Ecologie politique. Un dernier malentendu vint de beaucoup d'organisations anarchistes qui, face au discours réformiste et frileux de gens se disant écologistes, considérèrent que l'Ecologie - ou l'Ecologisme - comme une idéologie «à la mode» professée par des «petits bourgeois». Par exemple, ce n'est qu'à son congrès de 1996 que la CNT reconnut : «Nous avons eu tort de délaisser ce terrain de lutte».(3)

Il n'y eut que trois écologistes électoralistes à mettre l'accent sur le refus du nucléaire : Solange Fernex, Philippe Lebreton et Didier Anger. Les deux premiers étaient entièrement compétents dans les domaines de l'Ecologie et, étant élus, ils poursuivirent leur militantisme de terrain. Anger, lui, devenu antinucléaire par nécessité (il habitait près de Flamanville et de La Hague), mena une carrière d'homme politique. Il fut un

bel exemple de «vert-rose», fustigeant un jour les socialistes pronucléaires pour s'allier avec eux le lendemain...(4)

Un exemple bien pire de carriérisme politique sous l'étiquette «Ecologie» est donné par Brice Lalonde. Lalonde se forma à la magouille politico-militante en étant président de l'UNEF et membre du PSU. La légende veut qu'il tomba par hasard sur l'officine des Amis de la Terre France fondés principalement par le journaliste Alain Hervé(5). Lalonde va vite s'imposer aux AT. Il lance la manif «des vélos, pas d'autos !» en 1972. Devenu président des AT, il participe, en 1973, à une croisière contre un tir atomique à Mururoa, comme nous l'avons raconté. Son antinucléarisme se refroidira car on ne le verra pas à la manif de 1975 à Paris «organisée» par les AT et le PSU, ni dans le Comité Stop Nogent...

Déjà se profile la cassure entre la classe politique écolo et les militants de terrain qui reçoivent les grenades. En 1976 Lalonde se présente à une législative partielle dans le 5<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Il a pris comme suppléant le brave René Dumont, le «candidat des écologistes» à l'élection présidentielle de 1974. Chose grave, Lalonde va utiliser le Réseau des Amis de la Terre France comme cheval de bataille pour son carriérisme politique. La coloration politique des écolos électoralistes commence à se manifester. Lalonde s'appuie surtout sur des «gauchistes» parisiens à la saur PSU, ce PSU qui se met à logner vers le PS...(6)

A Paris s'est créé aussi le *Mouvement écologique* occupant un petit local de la «Cité fleurie», cité d'artistes du bvd Arago. Ce collectif, plutôt sympathique, se proclame indépendant. En Alsace, Solange Fernex et Antoine Weachter ont été des pionniers dans l'électoralisme écolo. Le «groupe des Alsaciens» sera taxé de droitisme sans doute parce que Solange est croyante.. Dans des élections des groupuscules écolos pourront entrer en concurrence et se faire des «coups tordus».. A partir de 1977 cet électoralisme va accaparer l'énergie de beaucoup de militants au détriment des luttes de terrain, mais va aussi écoeuver des personnes qui croyaient en une Ecologie sincère et constructive. Le désastre de la manif de Malville sera la triste illustration de cet état de fait.

### Le désastre de Malville (1977)

Le rassemblement de juillet 76 avait jeté les bases d'une organisation focalisée contre «Superphénix». En début 77 des «assises des comités Malville» définissent des actions radicalisées: «action directe, désobéissance civile, campagne d'autoréduction des factures EDF» et «feu vert à toute action qui peut retarder ou bloquer les travaux (...) l'initiative de

la violence étant laissée à EDF et ses électro-flics». En mars un commando subtilise dans les locaux de la NERSA des documents révélant toutes les entreprises impliquées dans la construction du RNR. Ces informations sont publiées dans *Super Pholix* (n°11). Une *Coordination Rhône Alpes* prend le relais des assises pour préparer un grand rassemblement «offensif», mais «pacifique», sur le site, en juillet (*Super Pholix* n°12 et 13).

Un autre périodique militant, *la Gueule ouverte*, lance aussi, de son côté, des mots d'ordre. Cette revue n'a pourtant plus la réflexion de ses premiers numéros, due à la houlette de Pierre Fournier. Elle est dirigée par Isabelle Cabut (l'épouse de Cabu), avec pour rédacteur principal un dénommé Arthur. En juin 77, *la Gueule ouverte*, en difficultés, a dû s'associer à *Combat Non-violent* l'organe du MAN (*Mouvement pour une Alternative Non-violente*). Pour la campagne anti-Malville *la Gueule ouverte*, surtout sous la plume d'Isabelle Cabut, prend des positions brumeuses et contradictoires: débordement par la non-violence des forces de l'ordre et occupation du chantier ! Ces mots d'ordre irréalistes et aventuristes peuvent faire craindre le pire comme votre serviteur se permet de l'écrire dans *Ecologie hebdo* n°246 (nouvelle appellation de *APRE/hebdo*). Un cafouillage dès juillet confirme ces craintes avec la dissolution de la *Coordination Rhône Alpes* et son remplacement par une nouvelle coordination «(qui) se mettra en place le 20 juillet avec représentation de tous les groupes et comités présents à Malville à cette date». C'est l'improvisation la plus totale !

Nous ne raconterons pas le déroulement de la manifestation du 31 juillet qui rassembla 60 000 personnes, renvoyant à l'ouvrage réalisé par un «Collectif d'Enquête» et publié en 1978(7). Si le rassemblement est mal préparé avec des objectifs contradictoires, l'Etat français a décidé d'utiliser les grands moyens pour stopper les manifestants et pour casser les reins au mouvement antinucléaire de nature, disons le, spontané et soixantuitard. Cinq mille CRS et gendarmes mobiles forment un rempart infranchissable autour du chantier de la centrale. Les donneurs d'ordre sont le ministre de l'intérieur Christian Bonnet et le préfet de l'Isère René Janin, particulièrement décidé à «casser les casseurs». Une pluie continue et des champs boueux aggraveront les choses.

Outre les grenades lacrymogènes «classiques», les policiers lancent des lacrymogènes explosives (types Alsetex GLI et GLEP) et des grenades offensives soufflantes (modèle OF 37). Ces grenades feront des blessés graves et un mort. Michel Granjean a un pied arraché, Manfred Schutz des doigts sectionnés. Main arrachée aussi pour un gendarme mobile. Le mort est Vital Michalon jeune

professeur de physique qui a le poumon éclaté par une grenade offensive. Thèse officielle : «crise cardiaque» ! Les matraquages feront, en outre, une centaine de blessés. Lors de la dispersion du rassemblement des policiers arrêtent des manifestants et tout particulièrement des étrangers. Le préfet a, en effet, monté une campagne de xénophobie politique : les révolutionnaires allemands ont envahi la France ! Douze arrêtés seront traduits en justice sous le coupe de la «loi anti-casseurs» de 1970.

Malville sera un désastre pour les antinucléaires du fait d'une absence de riposte appropriée. Une bonne organisation militante aurait pu retourner la situation en déclenchant une campagne d'indignation remobilisatrice. C'est, au contraire, le défaitisme qui prévalut. Les titres de la presse militante ou contestataire sont révélateurs : «60 000 sous la pluie» (*Super Pholix* n°14), «Irons-nous jusqu'à la guerre civile ?» (*la Gueule ouverte* du 4 août), «Malville 77 : et demain ?» (*Ecologie hebdo* antidaté du 5 août: sa rotative se trouvait curieusement en panne après la manif), «Préméditation !» (*Rouge* du 1<sup>er</sup> août), «Le nucléaire tue» (*Libération* du 1<sup>er</sup>



août)...

Le rassemblement du Larzac, le 15 août, avec presque autant de monde que pour Malville, aurait pu être l'occasion de définir une riposte à la répression. Ce ne fut nullement le cas. Nous nous retrouvâmes seulement quelques dizaines pour nous concerter pour le procès en appel des inculpés de Bourgooin (voir ci-après). Sur une colline voisine des écolos s'étaient réunis pour préparer les législatives de 78. Finalement les écolos et les gauchistes «politiciens» n'étaient pas fâchés de la déroute des antinucléaires anarchisants. Alain Krivine l'avouera: «La force des mobilisations de cet été [Malville, Larzac, ainsi que l'opposition au barrage de Naussac lié au nucléaire], leur combativité représentent un phénomène important que nous avons, pour notre part, sous-estimé» (*Rouge* du 16 août).

Epilogue. Les 12 inculpés passèrent en jugement au Tribunal de Bourgooin le 6 août et subirent une parodie de justice

avec des témoignages inconsistants de policiers. Le verdict sera un emprisonnement ferme pour 6 manifestants (dont 5 allemands). Même verdict en appel à Grenoble le 24 août. Le 5 août, à Paris, il n'y eu que 2000 personnes pour manifester un soutien aux inculpés. Toujours au début d'août des cocktails molotov sont jetés sur des locaux EDF à Paris, Toulouse et Gap. En novembre une «vague d'attentats à l'explosif» a lieu. Ce sera une «nuit bleue» revendiquée par un collectif anarcho-autonome s'intitulant *CARLOS*. Ce collectif ensuite s'autodissoudra. Quant à Isabelle Cabut, l'égérie de la prise d'assaut du chantier de Malville par la non-violence, elle quittera *la Gueule ouverte*...pour finir au PS...

## L'après Malville (1978-1980)

La bérésina de Malville va entraîner: 1°la démobilisation de beaucoup («c'est la dernière fois que je manifeste contre le nucléaire»), 2°la voie électorale «pour se faire entendre» (campagne «Ecologie 78» avec de nombreux candidats écolos aux législatives), 3°la focalisation des luttes sur des sites d'implantation de nouveaux réacteurs (Golfech, Plogoff, Chooz, Le Pellerin-Le Carnet, Nogent-sur-Seine...), 4° le développement de l'argumentaire techno-alternatif pour démontrer que l'énergie nucléaire peut être remplacée par des énergies «écologiques» non polluantes, non dangereuses, décentralisées et peu onéreuses.

1979 sera l'année du premier accident majeur dans une centrale nucléaire, événement qui enrichira l'argumentaire antinucléaire. Le 28 mars 79, le réacteur n°2 de la centrale de Three Mile Island (près d'Harrisburg, Pennsylvanie) subit «l'excursion nucléaire»: la fonte du cœur et la rupture du circuit primaire. Le niveau catastrophique fut évité de justesse car l'hydrogène libéré n'explosa pas comme ce fut le cas à Tchernobyl. Les USA jouèrent la transparence et firent évacuer 300 000 habitants durant quelques jours. Le réacteur devint une cocotte-minute bourrée de radioactivité. Sa décontamination durera des années et coûtera un milliard de dollars. Le ministre français de l'Industrie, André Giraud, minimisera l'accident.

En décembre 79 se déroule l'enquête publique du projet de la centrale de Golfech (Tarn-et-Garonne). Des opposants «fissurent» le dossier de l'enquête, c'est-à-dire déchirent publiquement ses pages. La mobilisation de la population est importante. Beaucoup de municipalités sont contre le projet. Une pétition de 30 000 signatures est portée à l'Elysée en février 80: la Présidence refusera de recevoir les antinucléaires ! Très forte mobilisation aussi à Plogoff où une enquête publique se déroule le même mois: rassemblement de 25 000 personnes sur le site à la



Pointe du Raz<sup>(8)</sup>.

Le politicarisme viendra malheureusement ternir cette belle mobilisation des populations. La gauche parlementaire se trouve très embarrassée. Risque-t-elle de perdre des électeurs en se déclarant contre le nucléaire ? Risque-t-elle d'en perdre davantage en se déclarant favorable ?

A Golfech le MRG aux mains de la famille Baylet (journal *la Dépêche du Midi*) se positionne contre la centrale (Mme Baylet mère est parmi les « fissureurs » !). Les socialistes du Conseil Général du Tarn-et-Garonne et ceux du Conseil Régional de Midi-Pyrénées se prononcent aussi contre. Le PCF reste inébranlablement pour. A Plogoff, Paul Quilès, secrétaire national du PS, déclare : « Nous refusons le tout-nucléaire » (mais non le nucléaire...) Le PS s'efforcera de ménager la chèvre et le chou, de temporiser, de jouer la montre... dans l'attente de l'élection présidentielle de 81. Il utilisera aussi la tactique de la « taupe rose », en infiltrant les associations et les comités, en distillant l'utopie mitterrandiste chez les contestataires (un propagandiste PS s'affichant antinucléaire et écolo sera le vulcanologue Haroun Tazieff).

Incertitude aussi du côté des écologistes électoralistes. Le *Mouvement écologique* s'est fondu en un MEP (*Mouvement d'Ecologie Politique*). En mai 80, des assises réunissent, à Lyon, le MEP et les *Amis de la Terre*. Brice Lalonde tentera de s'imposer comme candidat à l'élection présidentielle. Ca commence à puer le magouillage et la guerre des chefs.

Pourtant les antinucléaires « indépendants » et les populations « apolitiques » sont en progression. La « Pentecôte antinucléaire » de Plogoff (mai 80) rassemble 100 000 personnes. Malville parait vengé. Une première *Coordination nationale antinucléaire*, serpent de mer qui aura une gestation longue et difficile, appelle à un rassemblement à La Hague avec le CCPAH (*Comité contre la pollution atomique de La Hague*) en juin 80. Il y aura 50 000 personnes, mais une pluie torrentielle ruinera une nuit musicale et plombera financièrement le CCPAH.

Le CAN Golfech crée le journal *le Géranium enrichi*, constitue un GFA (groupement foncier agricole) pour geler des terrains sur le site, y construit une « Rotonde » abritant « Radio-Golfech » et organise trois jours d'animations qui attirent 10 000 personnes en septembre 80. La station météo préparant le chantier est incendiée à cette occasion.

## La gauche au pouvoir (1981)

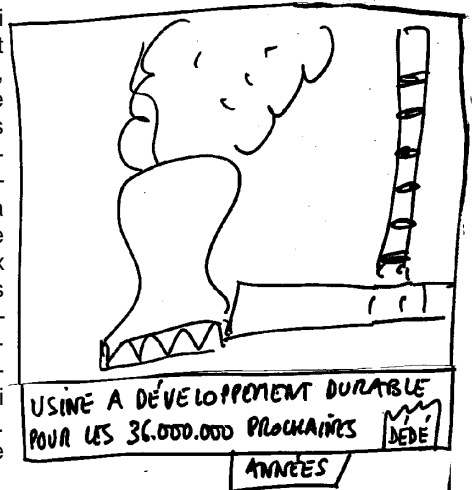
L'approche de l'élection présidentielle va jeter la confusion chez les antinucléaires, les écologistes et même chez bon nombre de gauchistes. Le PS avance de belles promesses : les projets

de centrales seront abandonnés, ainsi que (peut être ?) les centrales en début de chantier, pas de nouveaux projets, ouverture d'un vaste débat public sur le nucléaire et l'énergie... Des opposants n'hésitent pas à prendre position. Le Bureau du CAN Golfech écrit : « Nous sommes convaincus qu'une victoire de la gauche soulèverait une véritable vague d'espoir chez tous les citoyens désireux de changer les choses. Rappelons nous 1936 et le Front populaire, etc. » La démocratie dans la lutte n'est plus respectée. Une AG de tous les groupes du Sud-Ouest (la coordination régionale qui existe en principe) devait se prononcer. Ceux qui ne se font pas d'illusions sur le PS et Mitterrand se sentent floués...

Côté écologistes, les primaires pour désigner le candidat ont été saignantes. Les deux favoris furent Philippe Lebreton et Brice Lalonde. Lalonde, en vieux professionnel du magouillage étudiant parisien, avait rameuté ses troupes : de jeunes bobos de gauche du Quartier Latin. Grâce aussi au miracle des pouvoirs de vote, il fut élu. Les sondages révèlent un faible score en sa faveur. Par contre, Coluche qui se permet de ridiculiser les élections est crédité de plus de 10 %... Lalonde obtiendra 3,87 % et ne donnera pas de consigne de vote pour le 2<sup>ème</sup> tour, à l'inverse des partis gauchistes. Beaucoup d'écologistes et d'antinucleaires voteront Mitterrand au 2<sup>ème</sup> tour. « On a gagné ! » crie-t-on dans « La Rotonde » de Golfech après l'élection de Mitterrand.

Au mois de juin le CAN Golfech se met à croire un peu moins aux promesses socialistes car les travaux de la centrale se poursuivent. Restant cependant optimiste, il présente un candidat aux législatives sous l'étiquette « Golfech Alternative ». En juillet le Conseil des ministres confirme l'abandon de la centrale de Plogoff et annonce la suspension de la construction de cinq centrales dont Golfech. La plupart des élus du pays qui étaient contre la centrale réclament maintenant la poursuite des travaux. Les retournements de veste, les Baylet en tête, se multiplieront.

La tension s'accroît; les antinucléaires durcissent les actions. Le 4 octobre, une marche de 4000 manifestants se ter-



mine par l'invasion du site et par un affrontement avec les gendarmes mobiles. Des installations et du matériel sont détruits sur le chantier.

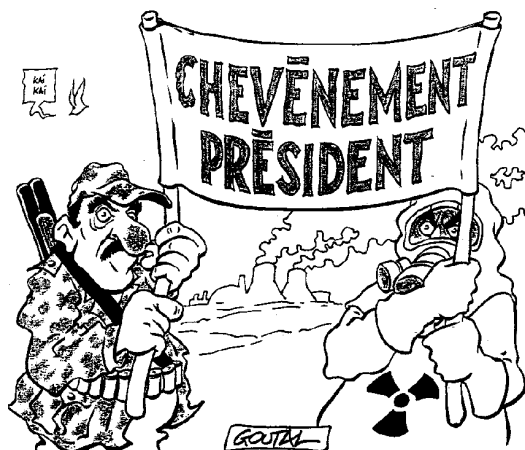
Les 6 et 7 octobre, le grand débat promis par le PS se réduit à des séances à l'Assemblée nationale où le gouvernement fait savoir sa décision de poursuivre le programme électronucléaire et de lever le gel des travaux des centrales en construction.

Le 29 novembre nouvelle mobilisation offensive des antinucléaires de Golfech. Mais cette fois c'est la répression la plus sauvage. « La Rotonde » est incendiée. Les gendarmes mobiles lancent des grenades offensives, brûlent des voitures de manifestants avec des chiens dedans, attaquent la halle de Valence-d'Agén où se tient un meeting. A 20 h 30 des policiers (dont des gendarmes parachutistes) reviennent dans la halle pour coffrer des militants attardés. Ceux-ci sont conduits dans deux gendarmeries où ils sont tabassés pendant plusieurs heures. Le gouvernement a changé, mais les matraqueurs restent les mêmes.

Le CAN réalise son erreur d'avoir appelé à voter Mitterrand. « A Golfech démocratie bafouée. Renvoyez votre carte d'électeur » dit une affiche. Comme l'écrit le CRAS dans son gros bouquin : « 1981 portera le fruit de la défaite. Un très bel exemple du mensonge démocratique, un très beau retournement de veste d'élus, mais surtout une monstrueuse crédulité populaire ».

## Les années noires (1982-1985)

Le gouvernement PS va violer tous ses engagements sur le nucléaire. La construction de réacteurs est poursuivie pour huit centrales. Pas de moratoire pour le RNR de Malville. L'usine de retraitement de La Hague continue à s'agrandir (atelier UP 3). Pas de moratoire pour les essais nucléaires (le 3 août 81 fut « testé » à Mururoa une bombe à neutrons).



Le moral des antinucléaires est au plus bas. Le *CAN Golfech* se met en quasi sommeil après mai 82, ébranlé aussi par une sombre affaire d'un de ses animateurs retrouvé assassiné (mais cela n'avait rien à voir avec un assassinat politique). Dans le secteur de Malville et à Lyon des irréductibles continuent à s'opposer au surgénérateur en plein chantier. *Super Pholix* cède la place à une revue sous-titrée «*Ecologie. Alternatives. Non-violence*» : *Silence*, qui sera gérée démocratiquement.

La principale organisation antinucléaire à occuper le terrain sera *Greenpeace* avec sa succursale française ayant pignon sur rue à Paris. Mais *Greenpeace France* est dépourvue d'une base militante ce qui la rend particulièrement vulnérable; nous le verrons plus loin avec le honteux plastiquage du *Rainbow Warrior*.

Le PS va faire peser une chape de silence sur le nucléaire, mais aussi sur d'autres graves problèmes d'environnement et de santé publique (amiante, agriculture chimique, pollutions industrielles...) Les socialocrates feront tout pour museler, torpiller, calomnier, infiltrer, soudoyer ou récupérer les organisations militantes et la presse écolo-alternative. *Le Sauvage* a disparu avant l'élection présidentielle, liquidé, selon Alain Hervé, parce qu'il refusait de rouler pour Mitterrand. *Libération* est depuis longtemps noyauté par le PS. *Les Amis de la Terre* semblent mettre le pied sur le frein, ayant peut être touché des subsides, tout comme certaines grandes associations de protection de la nature et de l'environnement. Le gouvernement PS phagocyttera le PSU en nommant Huguette Bouchardeau, sa secrétaire, secrétaire d'état puis ministre de l'environnement. Il n'y eu pas de congrès au PSU pour accepter ou refuser cette participation. Le parti, saigné ainsi par le départ de ses cadres vers le PS, n'en survivra pas.

En 1983, suite à l'installation en Allemagne et en Angleterre de missiles US, le PCF et sa filiale *le Mouvement de la Paix*, les socialistes sous des bannières syndicales, les gauchistes, les écolos et les pacifistes appellent à manifester. Ce sera une manipulation similaire au rassemblement de Sceaux de 1964 que nous avons raconté. Pour le PCF les méchantes bombes sont américaines. Le

*CODENE*, éphémère collectif, vilipende les bombes des USA et celles de l'URSS. Et la Force de Frappe dans tout ça ? Edmond Maire de la *CFDT* expliquera qu'elle se justifie face aux missiles des deux super-grands. C'est donc : «non à ta bombe ! oui à ma bombe !» Lamentable...

En 1984 la *Coordination nationale antinucléaire* (qui fonctionne avec un secrétariat confié à tour de rôle à un CAN) éclate. Le serpent de mer replonge dans les profondeurs...

## Rainbow Warrior ? coulé !

*Greenpeace* n'avait pas lâché les baskets de la France quant à ses tirs atomiques à Mururoa. En 1985 son navire amiral, le *Rainbow Warrior* doit intervenir lors d'un tir. Le gouvernement français, surtout en la personne du président Mitterrand, est bien décidé à empêcher qu'une organisation écolo internationale dévoile à l'opinion publique la poursuite des essais nucléaires français en Polynésie et ses conséquences, sur les habitants, sur les travailleurs embauchés à Mururoa et sur les militaires, tous exposés à la radioactivité, faits d'autant plus révoltants que commis par un gouvernement «de gauche».

Le 10 juillet le *Rainbow Warrior*, en escale dans le port d'Auckland (Nouvelle Zélande), est secoué par une explosion. Les pacifistes évacuent le navire, mais le photographe de l'expédition, Fernando Pereira, remonte à bord pour chercher son matériel. Une seconde explosion perfore le bateau qui coule aussitôt. Pereira périra noyé.

Ce sont les services secrets français (la DGSE) qui sont responsables de l'attentat, réalisé d'une façon digne des Dupont et Dupond. La police néo-zélandaise arrête un curieux couple de touristes qui trimbalait du matériel de plongée. On découvre aussi la présence d'un mystérieux bateau bourré de matériel radio (ce bateau transportait des nageurs de combat d'un centre de Corse). Une troisième équipe avait été aussi débarquée depuis Tahiti à Auckland. Enfin une femme-officier de la DGSE avait infiltré l'équipage du *Rainbow Warrior* en se faisant passer pour une universitaire. En tout une trentaine de personnes (dont le frère de Ségolène Royal) avait été mobilisée dans cette rocambolesque opération baptisée «Satanic» (les barbouzes ont un humour...)

La France parviendra à éviter le scandale de la manière la plus méprisable. Le ministre de la Défense, Charles Hernu, et un patron des services secrets servent de fusibles et doivent démissionner. Mitterrand gardera

les mains propres... Les «faux époux Turange» (le couple arrêté) sont libérés après une tractation entre la France et la Nouvelle Zélande. Ils seront ensuite médaillés et on fera un film sur leurs «exploits» ! Une campagne ignoble sera orchestrée contre les écolos-pacifistes : «Greenpeace a été soudoyé par le KGB». Commentaire de Laurent Fabius, premier ministre : «Greenpeace n'avait qu'à s'occuper des bébés phoques». Quant à Huguette Bouchardeau, elle ferme sa gueule...

Cette répression criminogène aurait du donner lieu à des manifestations d'indignation. Cela ne fut pas le cas pour plusieurs raisons. *Greenpeace*, et en particulier son bureau français, fonctionnait avec un militantisme élitiste et fermé, à la manière de l'équipe de la fondation Cousteau. Si l'organisation en France se prévalait de milliers de membres, il s'agissait d'abonnés à la revue, de cotisants et d'acheteurs de tee-shirts. Les autres organisations antinucléaires se trouvaient, nous l'avons évoqué, au plus bas. Il n'existait plus de coordination nationale et le MDPL (ex MCAA) était devenu fantomatique. L'affaire du *Rainbow Warrior* se solda, ainsi, par une capitulation de l'opposition au nucléaire et par l'affirmation du totalitarisme de la gauche parlementaire dans le domaine du nucléaire militaire et civil.

(à suivre)

Henry Chevallier

(1) L'APRE a publié un très bon dossier sur «*Superpholix*» dans le n°spécial (n°7) de *Ecologie* (3<sup>ème</sup> trim. 1976)

(2) Il s'agit de l'*Ecologie libertaire*, la «*deap ecology*» professée aux USA par Murray Bookchin (décédé en 2006). Pour moi l'*Ecologie* est forcément libertaire et tout anarchiste devrait être écologiste.

(3) *Le vent se lève* (périodique de la FTTE filiale de la CNT), n°6, printemps 2006.

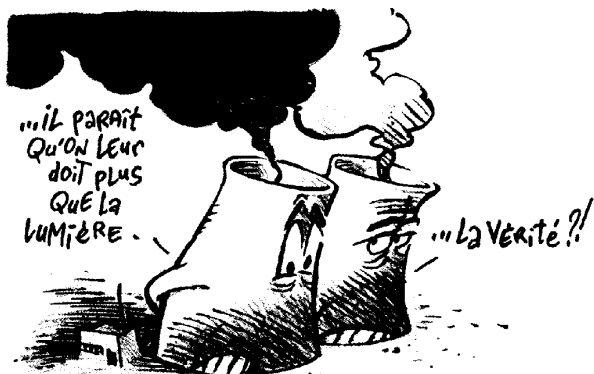
(4) Didier Anger : «*Silence on contamine*» (chez l'auteur, 1987)

(5) Alain Hervé, poussé sur la touche par Brice Lalonde, se consolera en fondant *Le Sauvage*, filiale écolo du *Nouvel Observateur*. Hervé écrit actuellement dans l'*Ecologiste*, édition française de *The Ecologist*.

(6) *Le temps est bien fini* où le PSU épaulait le MCAA. Michel Rocard, son secrétaire, s'affiche pronucléaire. Il quittera le PSU pour le PS comme chacun le sait.

(7) «*Aujourd'hui Malville demain la France. Livre Noir*» (édit. *La pensée sauvage*, 1978)

(8) *Les événements de Golfech et l'analyse des luttes antinucléaires et écologistes en France sont relatés dans le «*pavé*» de 587 pages réalisé par le CRAS, groupe libertaire toulousain. : «*Golfech le nucléaire. Implantation et résistances*» (édit. CRAS-Collectif La Rotonde, 1999)*



# Rencontres et lectures à contre courant

## À ma guise - Chroniques (1943-1947)

Pendant quelques années, Orwell a disposé dans l'hebdomadaire «Tribune» d'une chronique de mille mots où il jouissait de la plus entière liberté dans le choix de ses sujets et dans l'expression de ses idées. Il y traite aussi bien de la bombe atomique que des amours des crapauds, de la guerre froide que de l'arrivée du printemps.

Contemporaines de la rédaction de *La Ferme des animaux* et de l'élaboration de 1984, ces chroniques sont généralement considérées comme le meilleur du journalisme d'Orwell. Elles n'étaient jusqu'à présent que partiellement accessibles en français. Ce volume en fournit la traduction intégrale, accompagnée d'une riche introduction de l'éditeur anglais et d'un appareil de notes à l'usage du lecteur français.

«*À ma guise - Chroniques (1943-1947)*» de George Orwell est paru aux Editions Agone (BP 70072 13192 Marseille cedex 20. <http://www.agone.org>) ISBN : 978-2-7489-0083-5. 528 pages. 26 euros.

## Roms, Sintis et Yéniches.

La «politique tsigane» suisse à l'époque du national-socialisme. Au début du XXe siècle, la Suisse a été l'un des premiers Etats à restreindre de manière unilatérale la liberté de mouvement des «Tsiganes». La fermeture des frontières décidée en 1906, s'accompagnait de l'interdiction de transporter des «Tsiganes» par train ou bateau à vapeur. Avant l'arrivée au pouvoir des nazis, les «élites dirigeantes» helvétiques ont participé diligemment à la collaboration internationale policière visant à institutionnaliser la restriction maximale de mobilité des «Tsiganes». Parmi les instruments mis en place: un fichage systématique. Cette coopération active se perpétua après l'avènement du Troisième Reich, alors que se préparait la déportation vers les camps de la mort des «Tsiganes».

La disparition d'archives cruciales a rendu impossible une étude quantitative des refoulements de «Tsiganes». Toutefois, les cas individuels exposés illustrent la substance de la politique suivie. Le refus de reconnaître la nationalité suisse à des «Tsiganes» menacés de déportation et de mort est emblématique à ce propos.

Dans sa postface de 40 pages, Thomas Huonker trace des trajectoires individuelles de «Tsiganes» à partir de sources découvertes après la rédaction de l'ouvrage.

Ce passé n'est-il pas en train de se conjuguer au présent ? Cet ouvrage est donc un livre d'histoires... actuelles.

«*Roms, Sintis et Yéniches*» de Thomas Huonker et Regula Ludi. Editions Page deux – Lausanne. 220 p., postface comprise, plus 16 p. cahier de documents. 27 CHF, frais de port inclus. Commande par mail: [editions@page2.ch](mailto:editions@page2.ch) Commande par courrier : Editions Page 2 - Case postale 34 - 1000 Lausanne 20.

## Karl & Rosa

«*Voici l'heure du discours de Rosa, son chant du cygne. Mais qu'a-t-elle donc? Tous regardent ce petit bout de femme. Ils la regardent avec amour et émotion, même ceux qui ne sont pas d'accord avec elle. Ils savent qu'elle est la flamme qui brûle pour eux depuis des décennies. Elle est à présent épuisée, fragile. La prison l'a affaiblie. Elle parle, elle est dans son élément. Elle dit toute la vérité. Karl Liebknecht est assis parmi les délégués. La voix de Rosa Luxemburg résonne, claire et précise*». Toute l'oeuvre d'Alfred Döblin

reste pratiquement à découvrir. Ecrit en 1942 depuis un exil dont l'auteur ne peut espérer la fin tant le nazisme semble triompher, Karl et Rosa donne le dernier acte de l'évanouissement d'un espoir: que l'ordre ancien disparaisse avec la fin de la Grande Guerre. Personnages historiques et de fiction se croisent ici pour rendre le drame de l'écrasement de la révolution spartakiste, prélude funeste au siècle qui commençait.

«*Karl & Rosa*» d'Alfred Döblin, est traduit de l'allemand par Maryvonne Litaize & Yasmin Hoffmann et est paru aux Editions Agone ( <http://atheaes.org/agone/marginales/kar-rosa/>) ISBN : 978-2-7489-0079-8 752 pages, 33 euros.

## L'Espace politique de l'anarchie

L'anarchie est la figure d'un espace politique non hiérarchique organisé par et pour l'autonomie du sujet de l'action. Un principe d'organisation, un mode de représentation du politique. L'État est un principe différent, ou opposé, paradigme de l'expropriation du pouvoir entre les mains d'une élite. Traditionnellement, la philosophie politique a fourni la matière première qui justifie et légitime le pouvoir politique existant, c'est-à-dire le droit de l'État à obtenir, par la force s'il le faut, l'obéissance de ses sujets. À l'opposé, ces textes nous proposent de réfléchir de façon étendue et contradictoire sur les formes institutionnelles d'une future « société anarchiste ». Pour ce faire ils scrutent les dimensions de l'espace public où les êtres humains pourront se reconnaître libres et égaux : une construction historique, une institution, dépendante de ce qu'ils veulent et de ce qu'ils font. L'espace de la liberté.

«*L'Espace politique de l'anarchie. Esquisses pour une philosophie politique de l'anarchisme*» d'Eduardo Colombo est paru aux Editions ACL 186 p. 14 euros.

## Peut-on critiquer le capitalisme ?

Peut-on critiquer le capitalisme ? La question se pose effectivement. En premier lieu parce que ce mode bien particulier de production et de répartition des richesses, le capitalisme, étend aujourd'hui son empire à l'ensemble du monde et à la majeure partie des activités humaines, prenant une place telle dans nos vies qu'il nous est devenu difficile d'imaginer, plus encore de concevoir rationnellement, d'autres types de rapports économiques entre les humains.

Mais elle se pose, en second lieu, en raison du refus de plus en plus décomplexé, parfois brutal, de ceux qui ont la main sur les principales institutions d'élaboration ou de diffusion de l'information et des idées que l'hypothèse même d'une autre forme d'organisation sociale puisse encore être librement envisagée, discutée, étudiée, soutenue...

Le lecteur prendra connaissance dans la présentation de ce volume de l'histoire mouvementée des textes qui le composent. Elle témoigne de la désinvolture avec laquelle ceux qui en ont les moyens choisissent discrétionnairement ce qu'il est utile ou non de rendre public.

Quant aux contributions elles-mêmes, elles démontrent – et c'est vraisemblablement là ce qui a un temps interdit leur publication – que la recherche et la pensée autour de perspectives non-capitalistes de développement des sociétés demeurent aussi vivantes que jamais.

«*Peut-on critiquer le capitalisme ?*» est un ouvrage collectif paru aux Editions La Dispute (109, rue Orfila 75020 PARIS. Tél. 01 43 61 99 84. [la.dispute@wanadoo.fr](mailto:la.dispute@wanadoo.fr)) 192 pages, 14 euros. ISBN : 978-2-84303-155-7

# BULLETIN D'ABONNEMENT

\* \* \*

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE . . . . . 10 Euros
- de SOUTIEN . . . . . Euros
- Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CPPAP

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

n° 0213 G 87630

**A CONTRE COURANT**

(service abonnements)

BP 12123

68060 MULHOUSE cedex 2

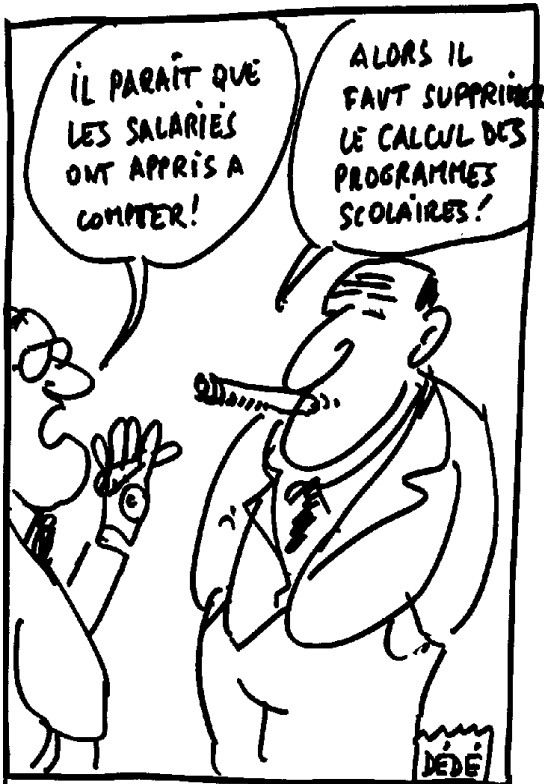
**P**

**PRESSE**

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 23/04/2009



**Le Capital  
dans tous ses délires,  
mécomptes et méfaits,  
par Dédé**



## Sommaire

- Page 1 ..... Edito : Du sommet à la base
- Page 2 ..... L'optimisme passionné de Jean Ziegler
- Page 3 ..... Le massacre est imputable à l'ordre  
cannibale du monde
- Page 4 et 5 ..... La lutte des Guadeloupéens
- Page 6 à 8 ..... Le prisme du productivisme,  
générateurs de nos contradictions et limiteur d'enjeux
- Page 8 ..... Le Figaro pille AL; ACC reprend son édito
- Page 9 ..... Ils prennent soin de l'école...
- Page 10 et 11 ..... Eléments d'histoire de la gauche (3)
- Page 12 à 16 ..... Histoire des luttes antinucléaires (2)
- Page 17 ..... Rencontres et Lectures
- Page 18 ..... Le Capital dans tous ses délires, par Dédé

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)

et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>

Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Impression et Direction de publication :

**JEAN FORTCHANTRE** 1 rue Victor Hugo  
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE

### COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX  
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION  
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER